

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7425
25 août 1966
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE POUR LA PERIODE DU 1er JUILLET 1965 AU 26 JUILLET 1966

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	
Examen du rapport annuel	2 - 5
Examen de pétitions	6 - 7
Rapport de l'Organisation mondiale de la santé	8 - 9
Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (1967)	10 - 12
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	
A. Généralités	13 - 39
B. Progrès politique	40 - 93
C. Progrès économique	94 - 135
D. Progrès social	136 - 158
E. Progrès de l'enseignement	159 - 186
F. Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance	187 - 192

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution 170 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1965 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 25 mai 1966 par une note du Secrétaire général (T/1652) et inscrit à l'ordre du jour de la trente-troisième session du Conseil.

3. L'examen du rapport a commencé à la 1272ème séance, le 27 juin 1966, par une déclaration liminaire du représentant spécial de l'Autorité administrante, M. William R. Norwood, Haut Commissaire par intérim du Territoire sous tutelle. M. Francis Nuuan, actuellement trésorier du Congrès de l'île de Yap et membre du Congrès de la Micronésie, qui exerçait les fonctions de conseiller de la délégation des Etats-Unis, a fait également une déclaration sur le développement général du Territoire sous tutelle.

4. De la 1273ème à la 1275ème séance, les membres du Conseil ont posé des questions au représentant spécial et à M. Nuuan. A sa 1275ème séance, le Conseil a entamé une discussion générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle, discussion qui s'est poursuivie aux 1276ème et 1277ème séances et s'est achevée à la 1279ème séance. A cette séance, le Conseil a nommé un comité de rédaction composé des représentants de l'Australie et de la France et chargé de rédiger la partie du rapport au Conseil de sécurité qui traite de la situation dans le Territoire sous tutelle.

5. A la 1287ème séance, le Conseil a examiné le rapport du comité de rédaction (T/L.1111) et des amendements ont été proposés oralement par les représentants de l'Australie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, du Libéria, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction et ainsi modifiées ont été adoptées par le Conseil à la même séance, le 12 juillet 1966. Le rapport sur la situation dans le Territoire, tel qu'il a été adopté sous sa forme définitive, à la 1296ème séance, constitue la deuxième partie du présent document.

Examen de pétitions

6. A sa trente-troisième session, le Conseil de tutelle avait à son ordre du jour les deux pétitions suivantes : a) une pétition transmettant une résolution de la Législature du District des îles Mariannes demandant à l'Autorité administrante de bien vouloir examiner favorablement la possibilité de modifier le statut politique des habitants du district en leur accordant la citoyenneté des Etats-Unis (T/PET.10/L.10); b) une pétition de la dix-huitième législature du Conseil législatif de Saïpan qui transmettait six résolutions concernant des réclamations pour dommages de guerre, l'octroi au Congrès de la Micronésie du pouvoir de décider de l'affectation des subventions accordées par les Etats-Unis et au Conseil législatif de district du pouvoir de décider de l'affectation des recettes fiscales locales, un plébiscite officiel dans le district des îles Mariannes sur le rétablissement de l'intégrité des îles Mariannes, les services médicaux de la population de Saïpan, une enquête sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont auraient été victimes des habitants de Saïpan, et le désir du district des îles Mariannes de se retirer du Congrès de la Micronésie (T/PET.10/L.11).

7. Ces deux pétitions soulevaient des problèmes généraux qui ont été examinés par les membres du Conseil au cours de la discussion sur la situation dans le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique. A sa 1287ème séance, le Conseil a décidé, sans opposition, de prendre note de ces deux pétitions qui n'appelaient pas d'autre décision.

Rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

8. Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (T/1647) sur son enquête relative aux plaintes contenues dans une pétition concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/PET.10/37) a été transmis aux membres du Conseil de tutelle le 14 janvier 1966 et inscrit à l'ordre du jour de la trente-troisième session du Conseil. A sa 1272ème séance, le 27 juin 1966, le Conseil a décidé d'examiner le rapport de l'OMS en même temps que celui du Gouvernement des Etats-Unis sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pendant la période du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965 (T/1652). Le représentant de l'OMS a présenté le rapport. Des déclarations et des observations sur ce rapport ont été faites par tous les membres du Conseil au cours des 1273ème à 1279ème séance.

9. La délégation du Libéria a présenté un projet de résolution (T/L.1112) exprimant la satisfaction du Conseil à l'Organisation mondiale de la santé pour son précieux rapport, appelant l'attention de l'Autorité administrante sur les observations, constatations et conclusions de l'équipe d'enquête de l'OMS, prenant note de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante relative à un programme élargi de mesures correctrices dans le domaine de la santé publique et demandant instamment à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts pour combler les lacunes et tirer parti de l'assistance fournie par l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organismes des Nations Unies. Le projet de résolution a été adopté à l'unanimité par le Conseil à sa 1287ème séance, le 12 juillet 1966 /T/RES.2145 (XXXIII)/.

Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (1967)

10. A sa 1290ème séance, le 15 juillet 1966, le Conseil de tutelle a décidé d'envoyer en 1967 une mission de visite périodique dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Il a décidé en outre à sa 1293ème séance d'inviter les Gouvernements de l'Australie, de la France, du Libéria et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à présenter des candidats pour cette mission de visite.

11. A la même séance, le 20 juillet 1966, le Conseil a adopté à l'unanimité un projet de résolution (T/L.1113/Rev.1) présenté conjointement par les délégations de la Chine et de la Nouvelle-Zélande et précisant le mandat de la Mission de visite. Par cette résolution, le Conseil a invité la Mission de visite a) à enquêter et à faire rapport aussi complètement que possible sur les mesures prises dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en vue de la réalisation des objectifs énoncés à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies, et à prêter une attention particulière à la question de l'avenir du Territoire eu égard aux Articles pertinents de la Charte et de l'Accord de tutelle et compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale, notamment des résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960; b) à étudier, en s'inspirant le cas échéant des débats du Conseil de tutelle et des résolutions adoptées par cet organe, les questions évoquées à propos des rapports annuels sur l'administration du Territoire dans les pétitions reçues par le Conseil au sujet du Territoire, dans les rapports des missions de visite périodiques qui se sont rendues précédemment dans ce Territoire et dans les observations faites au sujet de ces rapports par l'Autorité administrante; c) à étudier les observations et conclusions contenues dans le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (T/1647) sur son enquête relative aux questions soulevées dans une pétition concernant le Territoire; d) à recevoir des pétitions, étant entendu qu'elle le fera conformément au règlement intérieur du Conseil, et à enquêter sur place sur celles des pétitions qui appellent, à son avis, un examen spécial; et e) à s'assurer, en consultation avec le Secrétaire général et si elle le juge approprié, les services d'un expert des questions agricoles et d'un expert du développement économique agissant en qualité de consultants de la Mission. Enfin, le Conseil a prié la Mission de visite d'adresser au Conseil, le plus tôt possible, un rapport sur sa visite dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, dans lequel elle consignera ses constatations accompagnées des observations, conclusions et recommandations qu'elle pourrait juger bon de présenter.

12. A la séance du 20 juillet 1966, le Conseil a également approuvé les candidatures de M. Pierre Basdevant (France) et de Mlle Angie Brooks (Libéria) comme membres de la Mission de visite et a décidé que les autres candidatures seraient approuvées automatiquement au moment de leur réception. Mlle Angie Brooks a été nommée présidente de la Mission de visite.

DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE
SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

A. GENERALITES

Aperçu de la situation et recommandations
adoptées par le Conseil de tutelle

Le pays et ses habitants

13. Le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, qui comprend quelque 2 100 îles de différentes dimensions disséminées sur une vaste étendue de trois millions de miles carrés environ dans le Pacifique ouest, au nord de l'Equateur, est désigné sous le nom de Micronésie et a une superficie totale de 700 miles carrés. Sur ces 2 100 îles, 96, appartenant à trois groupes principaux (îles Mariannes, à l'exception du Guam, au nord, îles Carolines au sud, et îles Marshall à l'est), sont normalement habitées mais des centaines d'autres ne sont que de minuscules îlots inhabitables de sable et de corail. Bebelthup dans le district des Palaos (Carolines occidentales) est l'île la plus étendue du Territoire et sa superficie est d'environ 153 miles carrés. L'île de Ponapé, dans les îles Mariannes orientales, vient ensuite avec une superficie de 129 miles carrés. La plupart des habitants du Territoire sous tutelle sont considérés comme des Micronésiens, à l'exception d'un millier de Polynésiens habitant deux des îles périphériques (Kapingamarangi et Nukuro) et de quelques personnes appartenant à d'autres groupes raciaux.
14. Aux fins de l'administration, le Territoire est divisé en six districts : les Palaos, Yap, Truk, Ponapé, les îles Marshall et les îles Mariannes. Saïpan, dans le district des îles Mariannes, est le siège provisoire de l'administration.
15. Au 30 juin 1965, le Territoire comptait 90 596 habitants, contre 88 215 en juin 1964 et 84 777 en juin 1963. Les statistiques indiquent qu'en 1965, plus d'un tiers (36 957) de la population totale avait moins de 14 ans. La population se répartissait comme suit entre les six districts : Truk, 25 820, Ponapé, 18 959, îles Marshall, 18 062, Palaos, 10 832, îles Mariannes, 10 486 et Yap, 6 438. Yap est le district du Territoire qui compte le moins d'habitants et Truk continue d'être le plus peuplé.

Réclamations pour dommages de guerre

16. Depuis qu'en 1950 des pétitions l'ont soulevée pour la première fois, la question des réparations pour dommages de guerre subis par les habitants du Territoire sous tutelle pendant la seconde guerre mondiale a fait l'objet de recommandations de la part du Conseil de tutelle et des missions de visite qu'il a envoyées dans le Territoire. A la trente-deuxième session du Conseil de tutelle, le représentant des Etats-Unis a déclaré que les efforts de son gouvernement pour parvenir à un accord avec le Gouvernement japonais touchant la solution du problème des réparations pour les dommages de guerre subis par les Micronésiens pendant la seconde guerre mondiale étaient restés sans succès. Le Conseil a déploré à nouveau qu'après tant d'années la question des demandes de réparation pour dommages de guerre présentées par les Micronésiens contre le Japon ne soit pas encore réglée. Le représentant des Etats-Unis au Conseil a de nouveau affirmé que son gouvernement poursuivrait les pourparlers avec le Gouvernement japonais pour régler cette question. Réitérant la suggestion de la Mission de visite de 1964 tendant à ce que l'Autorité administrante fasse appel au concours de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil a recommandé à ladite Autorité de recourir à cet effet aux bons offices du Secrétaire général pour prendre contact avec le Gouvernement japonais en vue d'un règlement rapide et définitif des réclamations de longue date relatives aux dommages de guerre. Le Conseil a de nouveau exprimé l'espoir que l'Autorité administrante serait en mesure d'informer le Conseil, à sa prochaine session, que la question des réparations avait été réglée définitivement.

17. A la trente-troisième session du Conseil de tutelle, le représentant des Etats-Unis a déclaré que, conformément à l'article 4 A) du Traité de paix avec le Japon, les négociations entre les Etats-Unis et le Japon avaient repris avec une vigueur nouvelle; que les revendications des Micronésiens contre le Japon étaient examinées au cours de ces négociations; et que le Gouvernement des Etats-Unis avait nommé à cet effet un représentant spécial qui négociait un accord sur le problème avec des représentants officiels du Gouvernement japonais. On ne pouvait pas encore donner de précisions sur les termes de l'accord en cours de négociation ni sur le moment où il serait conclu, mais tous les efforts étaient faits pour assurer une solution équitable du problème.

18. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil de tutelle, rappelant ses précédentes recommandations touchant la nécessité de parvenir dès que possible à un règlement des réclamations pour dommages de guerre, regrette qu'un accord n'ait pas encore été conclu pour résoudre ce problème important. A cet égard, il prend note de la déclaration encourageante du représentant des Etats-Unis d'Amérique qui a annoncé qu'à la reprise des négociations entre les Etats-Unis et le Japon, les revendications des Micronésiens contre le Japon avaient été examinées, et que le Gouvernement des Etats-Unis avait nommé à cet effet un représentant spécial qui négociait un accord sur le problème avec des représentants du Gouvernement japonais. Le Conseil, réitérant sa suggestion d'envisager de recourir aux bons offices du Secrétaire général en vue d'un règlement rapide des réclamations des Micronésiens contre le Japon relatives aux dommages de guerre subis au cours de la seconde guerre mondiale, exprime l'espoir que la question sera réglée définitivement avant sa prochaine session.

Demandes de réparations pour dommages subis par les victimes des retombées radioactives consécutives à des expériences nucléaires dans les îles Marshall

19. En mars 1954, les 100 habitants de l'île de Rongelap ont été les victimes accidentelles de retombées radioactives consécutives à l'explosion d'un engin thermonucléaire à Bikini. Le Conseil et ses missions de visite se sont depuis penchés sur les demandes de réparation présentées par les victimes.

20. A la trente-deuxième session, le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle que l'examen médical annuel de la population de Rongelap, effectué en mars 1965 par une équipe de la Commission de l'énergie atomique, montrait que l'état général de santé des habitants de l'île était satisfaisant. Le Conseil a noté que la loi sur les réparations (Compensation Bill) promulguée le 22 octobre 1964 par le président Johnson approuvait le versement d'une somme totale de 950 000 dollars aux habitants de l'île à titre de compensation. Il espérait que cette indemnisation contribuerait à dissiper le sentiment de profonde injustice depuis longtemps éprouvé par la population de Rongelap.

21. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, que, selon la douzième étude médicale annuelle effectuée en mars 1966, la santé générale de la population de Rongelap paraissait bonne, que les 950 000 dollars d'indemnisation accordés aux habitants de Rongelap avaient été distribués aux bénéficiaires et qu'un avocat représentant les bénéficiaires était présent à Rongelap au moment des négociations et du paiement définitifs.

22. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que les 950 000 dollars d'indemnisation accordés aux habitants de Rongelap ont été entièrement distribués aux bénéficiaires en présence de leur avocat, et que la grande majorité de ceux-ci ont décidé de déposer leur part dans un compte d'épargne ouvert auprès de la succursale de la Banque d'Hawaii aux îles Marshall: il a noté également que l'indemnisation accordée aux victimes des radiations nucléaires avait dissipé le sentiment de frustration depuis longtemps éprouvé par la population de Rongelap.

Réclamations foncières

23. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a été informé que la nomination d'un Land and Claims Administrator en 1963 avait permis d'accélérer l'examen des différentes questions foncières, et que tous les principaux litiges fonciers concernant les districts des Palaos et des îles Marshall avaient été réglés. Le Conseil a exprimé l'espoir que le Land and Claims Administrator disposerait du personnel spécialisé nécessaire afin d'accélérer la mise en oeuvre du programme de constitution de biens de famille (homesteading) et de régler rapidement tous les litiges fonciers en suspens.

24. Dans son dernier rapport annuel (T/1652), l'Autorité administrante a fait savoir qu'elle encourageait le programme de constitution de biens de famille (homesteading) dans les régions où des terres du domaine public étaient disponibles à cette fin. A la fin de l'année considérée, on se préparait à transférer les fonctions de gestion foncière au Land Management Office, qui est placé sous la direction du Commissaire adjoint aux ressources et au développement. Le secteur des réclamations foncières du cabinet de l'Attorney General, continuerait à

s'occuper des réclamations. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, qu'un nouveau Directeur du Bureau du cadastre, qui est également administrateur des litiges fonciers, avait été nommé au siège en février 1966, et qu'au cours de l'année la nouvelle Direction du cadastre a délivré des titres fonciers, a fait exécuter des opérations topographiques, élaborer des plans directeurs, contrôler des baux, établir des cartes et exécuter des levés de délimitation.

25. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, ayant noté que les réclamations foncières les plus importantes n'avaient pas toutes été réglées, a appris avec satisfaction la création d'une équipe d'enquête composée de l'Attorney General du Territoire sous tutelle et de deux membres du Département de l'intérieur, et chargée d'étudier sur place les réclamations foncières pendantes, dans les îles Marshall et les autres districts, afin de faire des recommandations en vue d'un règlement. Le Conseil constate encore avec satisfaction qu'un nouveau Directeur du cadastre, qui exerce également les fonctions de liquidateur des litiges fonciers (Land Claims Administrator), a été nommé au siège de l'Administration en février 1966, et il a exprimé de nouveau l'espoir que la nouvelle Direction du Cadastre disposera du personnel compétent et des topographes nécessaires, afin que puisse être accéléré le programme de constitution de biens de famille (homesteads) et que soient réglés rapidement tous les litiges fonciers en suspens.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant que leurs propres opinions

Généralités

26. Le représentant de l'Australie, se référant aux circonstances particulières qui ont influencé le développement politique, social et économique du Territoire, a résumé son attitude en citant le rapport de la Mission de visite de 1964 : "Quand on étudie la Micronésie, on en revient toujours à l'immensité de l'océan, à l'infime superficie des terres et à l'ampleur des problèmes d'administration et de développement que posent ces faits inéluctables." En ce qui concerne d'autres

aspects de ce problème général que posent dans l'ensemble du Pacifique les petites îles et les grandes étendues d'océan, le représentant de l'Australie a déclaré que les habitants des îles étaient à la fois prisonniers de leur île et de la mer, ce qui avait fait naître en eux une optique et une attitude propres et avait créé des problèmes sociaux et économiques particuliers.

27. La représentante du Libéria a déclaré que de par son emplacement stratégique la Micronésie avait joué un rôle important dans la politique internationale et qu'à présent le monde devait réfléchir au sort de ses quelque 100 000 habitants placés sous la protection égale de la Charte des Nations Unies et que 20 ans de tutelle par une des nations les plus éclairées n'avaient pas conduits à l'indépendance. On ne saurait prétendre que le Conseil de tutelle, qui s'est acquitté de ses responsabilités en encourageant l'évolution progressive de tous les territoires sous tutelle vers l'autodétermination ou l'indépendance, cherche à forcer les habitants des îles à choisir prématurément leur futur statut. Il faudrait maintenant faire des efforts concertés pour créer une entité micronésienne, afin qu'un peuple micronésien unifié puisse progresser vers la réalisation des objectifs de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. La représentante du Libéria a signalé que lorsque la liberté est trop longtemps retardée, des forces extrêmes apparaissent à la surface et dominent la situation.

28. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que d'après les renseignements dont sa délégation disposait, les Etats-Unis continuaient de considérer le Territoire sous tutelle comme "leur colonie" et comme un emplacement pour leurs bases militaires. Le Territoire avait été utilisé pour des expériences nucléaires et pendant leur durée un grand nombre d'autochtones avaient été transplantés de force sur de nouvelles terres.

29. Le représentant de la Chine a déclaré que les membres du Conseil de tutelle portaient un intérêt tout à fait naturel au développement du Territoire sous tutelle et que les recommandations du Conseil traduisaient simplement la reconnaissance du fait que les intérêts de la population de Micronésie étaient primordiaux. Sans la bienveillante insistance du Conseil, la mise en place du

programme accéléré d'enseignement, l'enquête sur le développement économique, la création du Congrès de Micronésie et la nomination progressive de Micronésiens à des postes administratifs élevés ne se seraient pas produites aussi rapidement que les Micronésiens le souhaitaient. Ceux qui ont vu par eux-mêmes les conditions qui existent dans le Territoire pourraient se demander si les décisions adoptées jusqu'ici par le Conseil n'ont pas péché par excès de modération. Cependant, il est certainement très réconfortant d'entendre le représentant des Etats-Unis, le nouveau Haut Commissaire et le représentant de la population micronésienne signaler unanimement les progrès réalisés dans le Territoire sous tutelle.

30. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, tout en se félicitant de ce que l'Autorité administrante envisage de consacrer 324 millions de dollars au développement du Territoire sous tutelle au cours des cinq prochaines années, a souligné que l'injection d'une telle somme aurait certainement des conséquences importantes, qui risquaient cependant d'être amoindries du fait de la dispersion géographique de la Micronésie. Le Territoire ne constituait pas une masse territoriale d'un seul tenant. Les 700 miles carrés qui composent sa superficie se répartissaient en 2 100 petites îles disséminées sur 3 millions de miles carrés d'océan. De même sa population de 90 000 habitants n'était pas également répartie sur une seule petite île de 30 miles de long sur 25 miles de large. Si tel était le cas, la solution du problème serait relativement aisée et peu coûteuse. Etant donné la grande dispersion des îles, des sommes énormes seraient englouties du fait de la duplication de l'équipement, du personnel et même des efforts. Par conséquent, ce don magnifique ne pouvait aucunement transformer les îles en un pays jouissant de services de niveau égal à celui de la métropole, par exemple. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a précisé que s'il était entré dans des détails géographiques, ce n'était pas dans l'intention de suggérer que les problèmes que pose l'administration du Territoire étaient insurmontables, mais simplement pour replacer dans leur contexte physique les problèmes que pose le développement politique et économique de ce territoire morcelé.

31. La représentante de l'Autorité administrante, se référant aux remarques de plusieurs autres représentants sur l'immensité de la zone du Territoire sous tutelle, a précisé que la superficie de 3 millions de miles carrés représentait

à peu près l'étendue des Etats-Unis moins l'Alaska, que la superficie totale des terres ne représentait qu'environ le double de celle de la ville de New York et que la dispersion géographique des îles habitées entraînait une duplication onéreuse des installations à l'usage des 50 000 habitants du fait que les aéroports, les ports, les écoles et les hôpitaux devaient être construits dans plusieurs îles au lieu d'être groupés sur une seule. Ceci multipliait par dix ou davantage le coût de l'administration et du développement. Les difficultés inhérentes à la réalité géographique ne pouvaient être que partiellement surmontées par les moyens modernes de communications et de transports. Tel était le contexte dans lequel il fallait juger les efforts de l'Administration.

Réclamations pour dommages de guerre

32. La représentante du Libéria a rappelé qu'aussi longtemps que les réclamations pour dommages de guerre présentées par les Micronésiens contre les Japonais ne seraient pas réglées, le Conseil de tutelle était dans l'obligation d'aider le peuple micronésien à en obtenir le règlement. Sa délégation était heureuse de noter que les négociations avaient repris à ce sujet entre les deux gouvernements. Rappelant la suggestion de la Mission de visite de 1964 et la recommandation du Conseil de tutelle ayant trait aux bons offices du Secrétaire général, la représentante du Libéria a exprimé l'espoir qu'un règlement définitif interviendrait avant la prochaine session du Conseil de tutelle.

33. La représentante de l'Autorité administrante a indiqué que les négociations entre les Etats-Unis et le Japon avaient repris avec une vigueur nouvelle et que son gouvernement avait nommé un représentant spécial qui négociait actuellement avec le Japon pour trouver une solution à ce problème.

Demandes de réparation pour dommages subis par les victimes des retombées radioactives consécutives à des expériences nucléaires dans les îles Marshall

34. Le représentant spécial, répondant à une question relative au paiement d'indemnités aux habitants de Rongelap, a signalé que les sommes versées à titre gracieux aux bénéficiaires leur appartenaient en propre et n'appartenaient pas au Gouvernement des Etats-Unis ou au gouvernement du Territoire sous tutelle. La plupart des bénéficiaires avaient choisi de ne conserver que quelques centaines de dollars et de déposer le reste dans des comptes d'épargne.

35. La représentante du Libéria a noté avec satisfaction le fait que les victimes des retombées radioactives dans les îles Marshall avaient été indemnisées et que des mesures avaient été prises pour assurer que les victimes et leurs ayants droit seraient indemnisés de façon pleinement satisfaisante.

Réclamations foncières

36. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, rappelant l'inquiétude de sa délégation au sujet de l'utilisation des terres dans le Territoire sous tutelle, a déclaré que des terrains avaient été confisqués pour y construire des bases navales et que des mesures législatives avaient été prises pour permettre cette confiscation. Les données existantes indiquaient que dans certaines régions du Territoire sous tutelle, la population autochtone ne disposait que de 10,6 p. 100 de la superficie totale des terres, alors que dans d'autres régions et districts, le rapport se situait à 39,7 p. 100 de la superficie totale. Le représentant de l'Union soviétique a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante fournirait au Conseil de tutelle des renseignements au sujet du règlement équitable de la question de la propriété foncière dans le Territoire sous tutelle.

37. La représentante du Libéria a exprimé sa satisfaction du règlement des principaux litiges fonciers des Palaos et des îles Marshall et a demandé instamment à l'Administration d'intensifier ses efforts en vue du règlement définitif de tous les litiges fonciers; elle a également suggéré qu'il faudrait recruter le personnel technique nécessaire pour dresser le cadastre de façon satisfaisante. Elle était convaincue qu'en associant des fonctionnaires micronésiens au règlement des litiges fonciers, on pourrait les résoudre plus rapidement.

38. Le représentant de la Chine a fait remarquer que la création de nouveaux aéroports et de nouvelles routes ouvraient de nouvelles perspectives de colonisation rurale et de développement agricole et qu'il fallait également augmenter le nombre d'arpenteurs qualifiés pour s'occuper de la démarcation des terres. A son avis, la colonisation rurale et le développement agricole dépendraient en grande partie de la solution du conflit entre le système traditionnel de propriété communale et la nécessité d'élaborer un système foncier qui soit mieux adapté aux exigences d'une économie monétaire moderne, base du développement économique futur

du Territoire. Le représentant de la Chine a insisté pour que les Micronésiens fassent eux-mêmes des efforts immédiats et énergiques pour résoudre le problème foncier, en ayant recours à leurs propres institutions politiques et juridiques.

39. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle que pour préparer le règlement des litiges fonciers qui sont encore pendants aux îles Marshall et peut-être dans d'autres districts, le Secrétaire d'Etat à l'intérieur avait approuvé la création d'un groupe d'enquête composé de trois membres - deux membres du Département de l'intérieur des Etats-Unis et l'Attorney General du Territoire. Ce groupe devait procéder sur place à une enquête approfondie concernant les réclamations d'après-guerre auxquelles il n'aurait pas été fait droit. Le groupe d'enquête ne procéderait pas lui-même au règlement des litiges, mais formulerait des recommandations en vue de leur règlement.

B. PROGRES POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Généralités

40. Les lois et règlements fondamentaux du pays sont énoncés dans le Code du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique qui stipule que les pouvoirs exécutif, législatif et administratif du gouvernement du Territoire sont confiés à un Haut Commissaire, nommé par le Président des Etats-Unis et soumis à l'autorité du Secrétaire d'Etat à l'intérieur, qui doit également veiller à ce que les obligations internationales assumées par les Etats-Unis en ce qui concerne la Micronésie soient respectées. Le pouvoir judiciaire du gouvernement du Territoire a été confié à une Haute Cour dont le Chief Justice et l'Associate Justice sont nommés par le Secrétaire d'Etat à l'intérieur dont ils relèvent. Le système judiciaire du Territoire est indépendant du cabinet du Haut Commissaire.

41. Le 28 septembre 1964, le Secrétaire d'Etat à l'intérieur, en vertu de l'autorité qui lui avait été déléguée par le Président, a pris l'ordonnance No 2882, créant le Congrès de la Micronésie. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a été informé qu'en rédigeant cette ordonnance, le Secrétaire d'Etat à l'intérieur avait tenu compte de ses recommandations ainsi que de celles du Conseil

de la Micronésie et de la Mission de visite de 1964, et que l'ordonnance avait été rédigée de façon à assurer la souplesse qui permettrait par la suite d'introduire facilement et rapidement les modifications nécessaires. Ainsi, une disposition spéciale prévoit que les amendements recommandés par les deux tiers de chaque Chambre du Congrès seront présentés au Secrétaire d'Etat à l'intérieur. Le Conseil, à cette même session, a considéré que la création d'un organe législatif national doté d'un minimum de pouvoirs et établi sur la base du suffrage universel des adultes et d'élections libres était le plus grand progrès accompli, sur le plan politique, au cours de l'histoire de la Micronésie. Il a exprimé l'espoir que le Congrès jouerait avec dynamisme le rôle qui lui revenait dans l'élaboration de l'avenir du Territoire.

42. Dans le rapport examiné (T/1652), on a fait valoir que conformément à l'article 6 de l'Accord de tutelle, la Puissance administrante et l'Administration du Territoire facilitaient et encourageaient activement le progrès politique vers l'autonomie ou l'indépendance, que la participation des Micronésiens à toutes les branches de gouvernement (exécutif, judiciaire et législatif) s'était accrue, et que le transfert des pouvoirs législatifs du Haut Commissaire au Congrès de la Micronésie aurait lieu le 12 juillet 1965, jour d'ouverture de la première session ordinaire du Congrès.

43. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil de tutelle note avec satisfaction qu'à la suite du succès des premières élections générales au Congrès de la Micronésie qui ont eu lieu le 19 janvier 1965, il a été constitué, sur la base du suffrage universel des adultes et d'élections libres, un organe législatif national par l'intermédiaire duquel la volonté collective de la population de Micronésie peut s'exprimer à propos tant des questions qui appellent actuellement des mesures législatives que de la forme et du statut futurs du Territoire et du rythme et des étapes du progrès vers l'autodétermination.

Le Conseil estime que, maintenant que le Congrès de la Micronésie est en place et fonctionne et qu'il a adopté un drapeau national et fixé la date de la Fête nationale, la Micronésie, auparavant simple expression géographique, est désormais

une véritable entité politique; il estime en outre que l'accélération du développement politique, qui peut favoriser l'unité et provoquer le fusionnement de tous les éléments de la société micronésienne en une force agissante unique, s'impose non seulement pour elle-même mais aussi parce qu'elle est la clef du développement dans d'autres domaines.

Création d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs et expansion de leurs pouvoirs

a) Congrès de la Micronésie

44. Conformément aux dispositions de l'Ordonnance 2882, le Haut Commissaire a promulgué, le 5 novembre 1964, le décret concernant l'organisation des premières élections générales au Congrès de la Micronésie. Le Congrès se compose de deux chambres : une Assemblée générale de 21 membres, appelés députés (Assembly-men), élus par les districts proportionnellement à leur population, et une Chambre des représentants de 12 membres, élus à raison de deux par district. A l'Assemblée générale, le district de Yap est représenté par deux députés, le district des Palaos par trois, les îles Mariannes par trois, les îles de Ponapé par quatre, les îles Marshall par quatre et le district de Truk par cinq. Les élections au Congrès auront lieu tous les deux ans au scrutin secret; tous les citoyens du Territoire sous tutelle peuvent être électeurs. L'Ordonnance stipule que les districts électoraux seront remaniés tous les dix ans pour tenir compte de l'évolution démographique et que chaque district administratif aura droit à deux députés au moins quelle que soit sa population. Le premier remaniement aura lieu en 1971. L'Ordonnance prévoit également la nomination d'un conseiller juridique à plein temps et de personnel permanent. M. Kaleb Udui, premier Micronésien qui ait reçu un diplôme de droit et ancien Attorney General adjoint au chef-lieu du Territoire sous tutelle, a été choisi par le Congrès de la Micronésie comme conseiller juridique du Congrès.

45. Selon le rapport annuel de l'Autorité administrante pour 1965, il n'y avait de partis politiques que dans les districts des îles Mariannes et des Palaos. Dans le district des Palaos, ces partis sont le Liberal Party et le Progressive Party, qui existent depuis 1963; dans le district des îles Mariannes, on trouve le Popular Party et le Territorial Party. Ces partis locaux ont organisé dans leurs

districts des campagnes actives pour la première élection générale au Congrès de la Micronésie. Dans d'autres districts, des groupements de jeunes gens et d'autres organisations ont encouragé la désignation de candidats de leur choix et sollicité l'appui des électeurs. Sur environ 41 473 électeurs possibles, 35 506 se sont fait inscrire. Le nombre total des votes exprimés aux élections a été de 25 079.

46. Avant l'ouverture de la première session du Congrès de la Micronésie, le 12 juillet 1965, une session préparatoire de deux semaines a eu lieu avec le concours de l'Institut d'échanges techniques de l'East-West Center, à Hawaii, afin d'étudier la structure législative, les procédures parlementaires et d'autres questions connexes intéressant le fonctionnement d'un organe législatif.

47. L'article 12 de l'Ordonnance No 2882 stipule que le Congrès tiendra chaque année une session ordinaire ne dépassant pas 30 jours. La première session ordinaire du Congrès, qui a eu lieu du 12 juillet au 11 août 1965, a duré exactement 30 jours. M. Tosiwo Nakayama du district de Truk a été élu président de la Chambre des représentants, et M. Dwight Heine du district des îles Marshall, speaker de l'Assemblée générale. Lors de cette session historique, l'Assemblée générale a été saisie de 45 projets de loi, 15 résolutions de l'Assemblée et 48 résolutions communes, et la Chambre des représentants a été saisie de 32 projets de loi, 40 résolutions de représentants et 21 résolutions communes. Des recommandations relatives au budget du Territoire pour l'exercice financier 1967 ont été présentées lors de la session spéciale d'une journée; 2 projets de loi de finances prévoyant des crédits pour les dépenses opérationnelles du Congrès de la Micronésie ont été adoptés. Sur l'ensemble des projets de loi et résolutions qui lui avaient été présentés, le Congrès a adopté 15 lois, 21 résolutions communes, 14 résolutions de l'Assemblée et 19 résolutions de représentants. Sur les 15 lois adoptées par le Congrès, 13 ont été promulguées par le Haut Commissaire et 2 seulement n'ont pas été approuvées.

48. La loi publique 1-1, portant approbation du drapeau officiel de la Micronésie, et la loi publique 1-2, désignant le 12 juillet comme fête territoriale (Journée de la Micronésie) sont historiquement importantes. Les commissions permanentes instituées par la première session du Congrès comprennent les commissions du budget et les commissions des ressources et de la mise en valeur du Territoire dans les deux Chambres de l'organe législatif.

49. Dans le rapport considéré, l'Autorité administrante a inclus le texte de l'Ordonnance No 2882 et celui de premier amendement à cette Ordonnance qui a été promulgué le 10 juin 1965 et est entré en vigueur le 1er juillet 1965. Certaines modifications ont été apportées à l'article 5 (budget) de l'Ordonnance, afin de préciser le budget du Congrès de la Micronésie ainsi que ses pouvoirs législatifs. On les trouvera résumées au paragraphe 54 ci-après. L'article 26 (droits de douane) de l'Ordonnance a été modifié afin de reporter du 1er juillet au 1er octobre 1965 la date à laquelle les droits de district ou municipaux à l'importation et l'exportation doivent être supprimés, afin que le Congrès puisse fixer lui-même le montant de ces droits pendant sa session de 1965. Cet amendement permettait également aux gouvernements municipaux et de district de décider quelles autres sources de revenus leur restaient ouvertes.

50. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, rappelant les déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles l'Ordonnance No 2882 du Secrétaire à l'intérieur relative aux moyens à utiliser pour opérer des réformes doit permettre une certaine souplesse en ce qui concerne l'extension ultérieure des pouvoirs du Congrès de la Micronésie, prend note des modifications suivantes :

- i) Report au 1er octobre 1965 de la date à partir de laquelle les organes législatifs des districts et les municipalités ne percevront plus les droits d'importation et d'exportation, et le Congrès de la Micronésie exercera la prérogative exclusive de prélever des droits de douane;
- ii) Disposition précisant que le Congrès ne peut procéder à des ouvertures de crédit que pour autant que ces crédits ne dépassent pas le montant des recettes perçues en vertu des lois fiscales du Territoire;
- iii) Disposition tendant à désigner les deux chambres du Congrès de la Micronésie, conformément à la résolution conjointe No 1-18 dudit Congrès, sous les appellations respectives de Sénat et de Chambre des représentants.

Le Conseil observe qu'à sa première session ordinaire, presque entièrement consacrée à l'organisation des travaux, le Congrès a pleinement démontré la volonté et le désir du peuple micronésien de se gouverner lui-même, mais qu'il n'a pas encore cherché à faire modifier l'ordonnance en question du Secrétaire à l'intérieur en vue de renforcer ses pouvoirs.

b) Droit de vote et pouvoirs du Congrès

51. Il n'y a pas encore de lois territoriales prévoyant le contrôle des élections à tous les niveaux dans le Territoire. Les conditions requises pour être électeur et éligible, ainsi que les pouvoirs du Congrès sont fixés par l'Ordonnance No 2882 : toute personne résidant dans le Territoire, ayant la citoyenneté du Territoire et âgée de 18 ans révolus, a droit de participer aux élections au Congrès de la Micronésie. Le Congrès peut poser des conditions supplémentaires sous réserve "qu'il ne sera imposé à un électeur ou exigé de lui aucune condition de propriété, de langue ou de revenu et qu'il ne sera fait aucune discrimination fondée sur le degré d'instruction, les coutumes tribales ou la position sociale, ni sur la race, la couleur, l'origine ethnique, le sexe ou les croyances religieuses". Chacun des six districts administratifs sera subdivisé initialement en districts électoraux à scrutin uninominal à peu près égaux en population, et chacun de ces districts électoraux élira un député à l'Assemblée. Les députés auront un mandat de deux ans chacun. Chaque représentant aura un mandat de quatre ans, mais, aux premières élections générales, l'un des représentants de chaque district sera élu pour deux ans seulement. Après les premières élections générales de janvier 1965, des élections générales auront lieu tous les deux ans, les années paires, le mardi suivant le premier lundi de novembre.

52. Peuvent être élus au Congrès : a) les personnes ayant la citoyenneté du Territoire depuis 5 ans au moins; b) les personnes âgées de 25 ans révolus le jour de l'élection; et c) les personnes résidant de bonne foi dans le district où elles sont élues depuis un an au moins le jour de l'élection. Pendant les quatre premières années formatives, le Congrès sera largement ouvert aux législateurs de district et aux personnes occupant des postes importants dans les branches exécutive et judiciaire du gouvernement du Territoire. Etant donné la pénurie de personnel expérimenté ayant un niveau de formation élevé, cette disposition permettra au Congrès, à ses débuts, de bénéficier de l'expérience acquise dans les affaires publiques par les Micronésiens qui occupent des postes importants dans l'administration. Toutefois, aux troisièmes élections générales, les fonctionnaires qui remplissent les fonctions de chef de département ou de chef adjoint de département, de juge ou de membre d'un organe législatif de district, ne pourront plus être élus au Congrès. La majorité des membres de la première session du Congrès sont des personnes occupant des charges publiques ou remplissant des fonctions administratives.

53. Le Congrès de la Micronésie peut légiférer dans tous les domaines à condition toutefois que les lois qu'il adopte ne soient pas incompatibles avec : a) les traités ou accords internationaux conclus par les Etats-Unis; b) les lois des Etats-Unis applicables au Territoire sous tutelle; c) les ordonnances du Président des Etats-Unis ou du Secrétaire d'Etat à l'intérieur; ou d) les articles 1 à 12 (Bill of Rights) du Code du Territoire sous tutelle, qui est le texte législatif et réglementaire de base s'appliquant à tous les habitants du Territoire. Le nouveau Congrès aura le droit de lever des impôts, de participer à la préparation du budget annuel et de renvoyer devant le Secrétaire d'Etat à l'intérieur, pour suite à donner, les textes législatifs ayant fait l'objet de deux vetos de la part du Haut Commissaire.

54. En ce qui concerne le budget, l'amendement à l'Ordonnance No 2882 précise que les lois de finances promulguées par le Congrès de la Micronésie ne peuvent prévoir l'ouverture de crédits dépassant le montant des recettes perçues en vertu des lois fiscales du Territoire. Si le Congrès n'est pas habilité à voter des crédits dépassant le montant des recettes fiscales, il a autorité pour revoir l'avant-projet de budget établi par le Haut Commissaire, avant que celui-ci ne soumette le budget définitif au Secrétaire à l'intérieur pour les fonds fédéraux. En ce qui concerne les recommandations formulées par le Congrès sur certaines parties du projet de budget, le Haut Commissaire adoptera celles qu'il juge bonnes, mais il transmettra au Secrétaire d'Etat à l'intérieur toutes les recommandations qu'il n'aura pas adoptées.

55. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Réitérant ses conclusions précédentes suivant lesquelles, pour que le Congrès soit le porte-parole et l'instrument efficace des vœux des Micronésiens, il doit être doté de certains pouvoirs de décision, notamment en matière de finances, et disposer d'une organisation et de moyens qui lui permettent d'exercer ces pouvoirs, le Conseil prend note du premier amendement relatif au pouvoir législatif du Congrès qui précise le droit de celui-ci d'ouvrir des crédits alimentés par les recettes intérieures, mais stipule aussi que les lois de finances votées par le Congrès ne peuvent prévoir l'ouverture de crédits dépassant le montant des recettes intérieures;

le Conseil note également qu'en ce qui concerne la principale source de revenu du Territoire, le Congrès ne peut qu'adopter des recommandations. Le Conseil, reconnaissant que les subventions de l'Autorité administrante sont la principale source de revenus du Territoire sous tutelle, exprime de nouveau l'espoir que des mesures seront prises pour élargir les attributions financières du Congrès en assouplissant progressivement les restrictions frappant le pouvoir qu'il a d'ouvrir des crédits à l'aide des subventions versées par les Etats-Unis. A cet égard, le Conseil constate avec satisfaction que même si l'Autorité administrante estime qu'elle n'est pas actuellement en mesure de demander au Congrès des Etats-Unis le versement d'une subvention annuelle globale au Territoire sous tutelle et d'escompter une réponse favorable, elle s'est du moins déclarée disposée à examiner avec bienveillance toutes les recommandations du Congrès de la Micronésie en matière budgétaire.

Le Conseil note que la disposition qui limite à trente jours la durée de la session ordinaire annuelle du Congrès n'a pas été modifiée et que, comme on pouvait s'y attendre, la majorité des membres du Congrès occupent simultanément d'autres postes administratifs. Le Conseil considère qu'au stade actuel du développement de la Micronésie, les problèmes auxquels on a à faire face sont tels qu'ils justifient des sessions plus longues, ou plus fréquentes et, de ce fait, les services à plein temps (et par conséquent la rémunération à plein temps) des membres du Congrès, et il appelle de nouveau sur ce point l'attention de l'Autorité administrante et du Congrès de la Micronésie.

c) Organes législatifs de district et administration locale

56. Le fonctionnement des organes législatifs des six districts (îles Mariannes, îles Marshall, Palaos, Ponapé, Truk et Yap) est régi par des charges accordées par le Haut Commissaire. A l'exception des membres Iroij du Congrès de district des îles Marshall et des membres de droit de la législature des Palaos, qui deviennent membres en vertu d'un statut héréditaire, tous les membres des organes législatifs de district sont élus par vote populaire et selon les dispositions de leurs chartes. Pour que leur titre corresponde à leurs rapports avec le Congrès de la Micronésie, on a substitué l'appellation d'"organe législatif de district" à celle de "Congrès de district". Cependant, la représentation dans les organes législatifs de district ne suit pas un schéma uniforme et les mandats varient également d'un district à l'autre. A l'exception de celui de Yap, les cinq autres organes législatifs de district exercent leur juridiction sur l'ensemble de district.

57. Dans le rapport considéré, l'Autorité administrante indique que, depuis la création du Congrès de Yap, les fonctions législatives et les responsabilités primitivement assumées par le Conseil de Yap ont été transférées au Congrès, et que le Conseil, composé des magistrats élus des municipalités et des secrétaires municipaux, sert uniquement d'organe exécutif consultatif. Pendant l'année considérée, un comité de dirigeants de Yap a été formé pour formuler une proposition visant à transformer l'organe législatif actuel de l'île en un organe législatif de district; le Congrès de Yap et les cinq autres organes législatifs de district ont tenu des sessions ordinaires comme prévu par leurs chartes respectives. Plusieurs amendements aux chartes législatives ont été approuvés par les organes législatifs de district et par le Haut Commissaire. Un amendement à la charte des îles Mariannes donne à l'organe législatif de district et à son comité des pouvoirs précis pour mener des enquêtes, organiser des audiences et entendre des témoins.

58. Les résolutions et les décrets de chaque organe législatif ont force de loi dans leur district lorsqu'ils sont approuvés par le Haut Commissaire et promulgués régulièrement. Toutefois, aucun organe législatif de district ne peut voter de lois qui soient contraires aux dispositions de l'Accord de tutelle, aux lois des Etats-Unis applicables au Territoire, aux ordonnances du Président des Etats-Unis ou du Secrétaire d'Etat à l'intérieur, au Code du Territoire sous tutelle, aux ordonnances du Haut Commissaire et aux ordonnances de district approuvées en cas d'urgence par le Haut Commissaire. Dans chacun des six districts, la responsabilité générale de l'exécutif appartient à l'administration du district dirigée par un administrateur de district, qui est le principal représentant du Haut Commissaire dans son district. La position et les pouvoirs de l'organe législatif de district ont été définis avant qu'un organe législatif central ait été projeté.

59. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a observé qu'à la suite de la création du Congrès de la Micronésie, il devenait nécessaire de définir d'urgence les rapports qui doivent exister entre les pouvoirs de l'organe législatif national et ceux des organes législatifs de district. Le Conseil a réaffirmé sa conviction que l'on aurait avantage à permettre aux organes législatifs de district d'étendre la portée et d'accroître l'efficacité de leurs activités, mais il a estimé qu'il convenait d'abord de déterminer de façon satisfaisante les rapports qui doivent exister entre le Congrès de la Micronésie

et les organes législatifs de district, notamment en ce qui concerne les attributions fiscales. Accorder trop de pouvoirs aux organes législatifs de district, moyen parfois nécessaire d'encourager l'unité locale, risquerait, pense-t-on, d'avoir un effet préjudiciable sur le mouvement vers l'unité de la Micronésie, principale raison de la création du Congrès de la Micronésie. Le Conseil a noté que, puisque le gouvernement du Territoire avait pris à sa charge le traitement de tous les instituteurs des écoles élémentaires, les organes législatifs de district pourraient maintenant consacrer davantage de crédits à l'exécution d'autres programmes.

60. Dans le Territoire sous tutelle, l'unité de base de l'administration locale est la municipalité, dont le chef porte généralement le titre de magistrat. A Saïpan, Tinian, Moen et Kolonia Town, on utilise le terme de maire. Le chef de l'administration municipale et les membres du Conseil municipal sont élus par vote populaire.

61. La compétence de la municipalité varie beaucoup d'un district à l'autre et peut s'étendre sur une île, un groupe d'îles, ou une zone déterminée ou une partie d'une île plus grande. Une municipalité correspond presque toujours à un ensemble géopolitique traditionnel. Au cours des dernières années, le gouvernement du Territoire sous tutelle a systématiquement doté les municipalités de chartes fixant leurs limites, leurs pouvoirs, leurs responsabilités en matière législative et le mode d'élection et les attributions des fonctionnaires. En général, la charte prévoit la création d'un conseil municipal dirigé par un chef et composé de plusieurs membres, ainsi que le mode d'élection, la durée du mandat, les devoirs et responsabilités des membres du Conseil. Les municipalités peuvent, aux termes de leur charte, exercer certains pouvoirs de police à l'échelon local. Ces pouvoirs sont généralement étendus pour permettre aux municipalités de prendre, entre autres mesures, des arrêtés fiscaux, qui sont soumis à l'approbation de l'administrateur de district. Les décrets pris par le Conseil municipal en vertu des pouvoirs que lui confère la charte et approuvés par l'administrateur du district ont force de loi dans ladite municipalité.

62. Dans le rapport considéré, l'Autorité administrante a indiqué qu'il y avait dans le Territoire 46 municipalités dotées d'une charte, et que l'accord d'une nouvelle charte à Kolonia Town, centre administratif du district de Ponapé, en réponse à une requête formulée depuis longtemps par ses résidents, constitue une étape décisive dans l'évolution de l'administration municipale au cours de l'année. La nouvelle charte de Kolonia Town, qui définit de façon détaillée l'étendue des pouvoirs et des responsabilités de la municipalité, est considérée par l'administration territoriale comme le début d'un mouvement pour inciter les municipalités à prendre davantage conscience des problèmes du développement urbain et à participer plus activement à leur solution.

63. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note que l'exécution du programme visant à doter les municipalités de chartes fixant leurs limites géographiques et leurs pouvoirs progresse régulièrement et qu'à l'exception du Congrès de Yap, tous les organes législatifs de district ont modifié leur charte afin d'améliorer l'organisation législative et peuvent exercer leur juridiction sur la totalité d'un district. Rappelant sa précédente recommandation suivant laquelle, à la suite de la création du Congrès de la Micronésie, il devient nécessaire de définir d'urgence les rapports qui doivent exister entre les pouvoirs de l'organe législatif national et ceux des organes législatifs de district de manière à encourager la prise d'initiatives et de responsabilités sur le plan local et de favoriser l'unité de la Micronésie, le Conseil constate avec satisfaction que le Congrès de la Micronésie a adopté à sa première session, et le Haut Commissaire a approuvé, une loi qui précise les pouvoirs et les prérogatives de l'Administration territoriale, des administrations de district et des municipalités dans le Territoire sous tutelle. Le Conseil espère que cette loi (A.B. No 23/A.D.2), qui est devenue la Public Law No 1-6 de la Micronésie, le 23 août 1965, permettra à l'organe législatif national et aux organes législatifs locaux d'entreprendre une action plus vaste et plus efficace en vue d'accélérer le développement de la Micronésie.

Le Conseil estime que, si les activités du Congrès de la Micronésie attirent de plus en plus l'attention, il convient de ne pas oublier l'importance du développement et de l'équilibre politiques à l'échelon local. Il espère que le

déplacement de l'intérêt politique vers l'organe législatif national au siège du Territoire n'affaiblira pas l'attention portée aux initiatives locales et aux responsabilités exercées par les centres de district qui devront prendre en considération un grand nombre de fonctions actuellement du ressort de l'Administration centrale, comme le logement, la construction de routes, les projets scolaires et d'autres projets de développement communautaire.

Administration du Territoire

64. Pendant l'année considérée, on a complètement réorganisé la structure administrative du Territoire afin de mieux coordonner, harmoniser et administrer à l'échelon central les programmes en cours. Quatre départements administratifs principaux dirigés chacun par un commissaire adjoint ont été créés : a) affaires publiques, y compris le développement politique, la coordination des organismes internationaux et les services d'information; b) services communautaires, comprenant les services médicaux, l'enseignement et les programmes de développement communautaire; c) ressources et mise en valeur du Territoire; et d) administration, y compris les services du personnel, les services fiscaux, et l'exploitation des services publics. Les administrateurs de district représentent directement le Haut Commissaire dans chaque unité administrative.

65. A sa trente-troisième session, le Conseil de tutelle a été informé que, pour permettre au Territoire d'atteindre un niveau satisfaisant de développement politique, économique et social, le Département de l'intérieur avait soumis au Congrès des Etats-Unis un projet de loi tendant à autoriser, à l'intention du Territoire, un programme accéléré d'investissement s'élevant à plusieurs millions de dollars et portant sur cinq ans, et que sur la demande expresse du peuple micronésien, le Gouvernement des Etats-Unis avait récemment annoncé son intention d'envoyer des volontaires du Peace Corps dans le Territoire. Au cours de la première phase de l'opération du Peace Corps, un groupe de 400 volontaires travaillerait dans le Territoire en octobre 1966. Il comprendrait près de 200 instituteurs, plus de 100 agents sanitaires, un cadre d'ingénieurs, d'architectes, de géomètres et de spécialistes de la planification urbaine, ainsi que plusieurs juristes et plusieurs conseillers d'entreprises qui seraient affectés à l'administration publique. La seconde phase du projet du Peace Corps prévoyait

l'envoi de volontaires qui serviraient dans les domaines tels que la vulgarisation agricole et le développement des sociétés de crédit et des coopératives; il prévoyait également l'envoi de nouveaux instituteurs et de nouveaux volontaires dans les domaines de l'enseignement, de la santé publique, de la radiodiffusion et des communications. Le représentant spécial a déclaré que les volontaires du Peace Corps devraient avant tout compléter l'action des employés de l'administration, mais sans se substituer à eux, et qu'ils fourniraient une "main-d'oeuvre de niveau moyen" dans tous les secteurs du développement social, économique et politique, notamment dans les régions éloignées des centres de district.

66. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil se félicite de la déclaration récente de l'Autorité administrante selon laquelle non seulement celle-ci a soumis au Congrès des Etats-Unis un projet de loi tendant à autoriser, à l'intention du Territoire, un programme accéléré d'investissement s'élevant à plusieurs millions de dollars et portant sur cinq ans, mais a également décidé d'envoyer prochainement plusieurs centaines de volontaires du Peace Corps dans le Territoire. Au cours de la première phase de l'opération du Peace Corps, un groupe de 400 volontaires, dont près de 200 instituteurs, plus de 100 agents sanitaires et des techniciens, serait à l'oeuvre dans le Territoire en octobre 1966. Le Conseil, considérant que l'envoi d'un groupe aussi nombreux de travailleurs compétents et dévoués apportera un nouvel élan au développement de l'enseignement et de la santé publique, félicite l'Autorité administrante d'avoir recours aux volontaires du Peace Corps dans ces deux domaines et suggère que l'on envoie aussi en priorité, dans le cadre de ce programme, des agents de vulgarisation agricole dans le Territoire.

Fonction publique : formation et accès des autochtones à des postes administratifs supérieurs

67. En matière d'emploi, les Micronésiens sont soumis aux directives et procédures établies par le Haut Commissaire et les citoyens des Etats-Unis sont soumis aux règlements et procédures de la fonction publique des Etats-Unis. Les contrats d'engagement des professeurs des écoles publiques venant des Etats-Unis ne les rattachent plus maintenant à la fonction publique. Au 30 juin 1965, le nombre

total des employés non autochtones s'élevait à 138 pour le personnel du Siège (y compris les bureaux locaux) et à 176 pour tous les districts. Pour la même période, le nombre total des employés micronésiens (sans compter les employés du Département de la justice) était de 3 530, dont 128 occupaient de hauts postes administratifs, des postes spécialisés ou des postes de direction.

68. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a noté avec satisfaction que le programme de formation de personnel micronésien à tous les niveaux avait été intensifié, que la "micronisation" des services de la santé publique et, dans une certaine mesure, de l'éducation était un fait acquis et qu'avec la nomination de Micronésiens en remplacement de fonctionnaires expatriés au siège de l'administration et en qualité d'administrateurs adjoints de district, un nombre croissant de postes administratifs supérieurs étaient confiés à des Micronésiens. Maintenant qu'un organe législatif du Territoire avait été créé, le Conseil invitait instamment l'Autorité administrante à redoubler d'efforts en vue d'accroître les pouvoirs des Micronésiens dans le domaine exécutif et leur participation à cet exécutif. Il était essentiel, à son avis, que des Micronésiens exerçant de hautes fonctions prennent une part plus grande à l'élaboration de la politique au Siège. Pour donner à la "micronisation" de la fonction publique l'orientation et l'impulsion souhaitables, le Conseil a insisté à nouveau sur sa suggestion tendant à créer une fonction publique unifiée et à constituer une commission de la fonction publique.

69. Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante a indiqué qu'on donnait la préférence aux candidats micronésiens à des postes dans la fonction publique s'ils répondaient aux conditions requises. En l'absence de candidats micronésiens qualifiés, les postes étaient pourvus après examen des registres de la fonction publique fédérale américaine de Guam, d'Honolulu et de San Francisco, dans l'ordre. Pendant l'année considérée, on a élargi un programme de bourses destiné à donner aux Micronésiens la formation nécessaire pour participer plus largement à l'exécutif, et on a intensifié la formation spécialisée à tous les niveaux; le nombre de postes administratifs importants confiés à des Micronésiens a encore augmenté. Trois postes administratifs importants au siège de l'Administration du Territoire sous tutelle ont été confiés à trois Micronésiens. La sixième

nomination au poste d'administrateur adjoint de district a été faite au cours de l'année. Dans trois des six districts (Ponapé, Truk et Palaos), le poste d'administrateur adjoint de district était occupé par un Micronésien et l'on étudiait la possibilité de confier à des Micronésiens qualifiés les postes correspondants dans les trois autres districts.

70. L'administrateur adjoint micronésien de Ponapé a obtenu une bourse d'études (Parvin Graduate Fellowship) dans le domaine de l'administration publique. Cette bourse doit lui permettre de recevoir une formation universitaire supérieure et une formation pratique en qualité d'"interne" à l'Université de Princeton, en automne 1965, et son octroi est considéré comme un événement important dans le Territoire. En septembre 1965, M. Dwight Heine, président de l'ancien Conseil de la Micronésie et premier président de l'Assemblée générale, a été nommé administrateur du district dont il est originaire (îles Marshall); c'est le premier Micronésien à avoir été nommé à un poste administratif aussi élevé.

71. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, que, conformément à la politique qui consiste à confier à des Micronésiens qualifiés des postes administratifs supérieurs, plusieurs nominations importantes avaient été faites, notamment celle de l'Administrateur adjoint de district dans les îles Mariannes, celle de la première femme médecin micronésienne à Palau et deux nouvelles nominations à des postes supérieurs au chef-lieu. Le Micronesian Title and Pay Plan, qui établit une classification des postes et des salaires pour tous les Micronésiens employés dans le Territoire, a été réexaminé. En mars 1966, conformément à une résolution commune du Congrès de la Micronésie, qui demandait au Haut Commissaire de faire des propositions tendant à réglementer les conditions d'emploi des Micronésiens dans l'administration du Territoire sous tutelle, on a constitué un groupe chargé d'élaborer des propositions relatives à un statut de la fonction publique.

72. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil constate avec satisfaction l'élargissement du programme de formation de personnel micronésien et la "micronisation" de plus en plus poussée de la fonction publique résultant du remplacement de fonctionnaires expatriés par des Micronésiens en qualité d'administrateurs adjoints de quatre des six districts du Territoire et d'administrateur de district (le premier Micronésien à ce poste) dans les îles Marshall.

Le Conseil observe que, bien que le nombre des Micronésiens nommés à des postes qui étaient occupés précédemment par des Américains aient augmenté depuis le transfert du siège de l'Administration du Territoire sous tutelle à Saïpan en 1962, la plupart des postes de hauts fonctionnaires ne sont pas encore occupés par des Micronésiens. Le Conseil estime que, maintenant que l'organe législatif du Territoire est en place et fonctionne, il est essentiel que les Micronésiens exerçant de hautes fonctions prennent une part plus grande à l'élaboration de la politique au siège. Le Conseil insiste à nouveau sur sa suggestion tendant à créer une fonction publique unifiée et à constituer une commission de la fonction publique pour donner à la micronisation de la fonction publique l'orientation et l'impulsion souhaitables. Le Conseil note avec satisfaction que le Congrès de la Micronésie a agi avec promptitude au sujet de sa suggestion et qu'il a adopté la résolution ccnjointe No 1-33, à la suite de laquelle l'Administration a créé en mars 1966 un groupe spécial chargé d'élaborer des propositions relatives à la micronisation de la fonction publique.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant
que leurs propres opinions

Généralités

73. Le représentant de la Chine a fait remarquer qu'alors qu'elle n'était naguère qu'une simple expression géographique, la Micronésie était en train de devenir une nation unie dont la population était parvenue à la maturité. Il était indiscutable qu'il existait une entité micronésienne. Les Micronésiens étaient prêts à apprendre eux-mêmes l'art de se gouverner et plus tôt ils commettraient des erreurs, plus vite ils apprendraient à se suffire. A son avis, ce n'est qu'en assumant des responsabilités qu'on peut en acquérir le sens.

74. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été d'avis que la Puissance administrante était loin d'avoir fait le nécessaire pour hâter le processus de développement du Territoire sous tutelle et acheminer celui-ci vers une indépendance véritable. Il a déclaré que le Congrès de la Micronésie et que les organes administratifs locaux ne disposaient pas encore de tous les pouvoirs dans le Territoire : ce fait ressortait clairement des déclarations du représentant de la Puissance administrante lors de la présente session

du Conseil de tutelle. La délégation soviétique désirait obtenir des renseignements sur les mesures prises par l'Autorité administrante en vue d'un transfert réel de tous les pouvoirs au Congrès de la Micronésie et proposait au Conseil de tutelle de fixer clairement une date pour l'accession du Territoire à l'indépendance. Le représentant de l'Union soviétique a exprimé, au nom de sa délégation, l'espoir que la population du Territoire sous tutelle obtiendrait sa liberté dans un proche avenir et s'engagerait sur la voie d'une évolution indépendante sans le secours d'aucun tuteur ou administrateur.

75. Le représentant de la France a exprimé sa satisfaction devant l'accélération du rythme de l'évolution du Territoire qui offre à la population de la Micronésie des perspectives nouvelles de progrès politique, économique et social. Les efforts de l'Autorité administrante pour faciliter le progrès tendaient bien, conformément aux obligations qu'elle avait assumées, à permettre à la population du Territoire de se prononcer en temps opportun sur son avenir politique.

Création d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs et expansion de leurs pouvoirs

Congrès de la Micronésie

76. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, de l'avis de sa délégation, l'Autorité administrante avait tenu sa promesse de créer un organe législatif territorial en 1965; des premières mesures législatives avaient été prises et la création du Congrès de la Micronésie ainsi que les travaux de sa première session avaient jeté les bases sur lesquelles les représentants de la population micronésienne pourraient édifier eux-mêmes leur futur développement constitutionnel. Parlant du droit de vote et des pouvoirs du Congrès, le représentant du Royaume-Uni a remarqué que, dans les réponses aux questions qui leur avaient été adressées, tant le représentant spécial que M. Nuuan qui parlait en tant que membre du Congrès avaient montré clairement qu'ils étaient parfaitement conscients des difficultés rencontrées dans le premier stade de la création du Congrès, que les membres de celui-ci étudiaient très sérieusement les diverses possibilités qui s'ouvraient à eux et qu'ils n'ignoraient pas l'intérêt constant que le Conseil de tutelle portait à leur avenir.

77. Le représentant de l'Australie a déclaré que, de l'avis de sa délégation, il n'y avait pas lieu de craindre que le développement politique du Territoire sous tutelle ne se poursuive pas dans des conditions satisfaisantes. Elu sur la base du suffrage universel et représentant la totalité de la population, le Congrès de la Micronésie disposait de pouvoirs considérables que l'on pouvait considérer comme suffisamment étendus dans l'état actuel des choses. La délégation australienne espérait que les responsables examineraient la possibilité de prévoir pour le Congrès des réunions plus fréquentes que l'actuelle session d'un mois par an. Le représentant de l'Australie a rappelé que sa délégation avait exprimé quelque inquiétude à propos de l'élection de fonctionnaires au Congrès, mais qu'en dépit de ce problème, un instrument avait été créé par des moyens vraiment démocratiques et à des fins réellement démocratiques et que cet instrument s'améliorerait progressivement grâce aux efforts conjugués de la population et de l'Autorité administrante responsable du bien-être de cette population.

78. La représentante du Libéria a déclaré que tant la création du Congrès de la Micronésie que les travaux accomplis par celui-ci au cours de sa première session étaient dignes d'éloges. Elle a constaté que la législation actuelle ne donnait au Congrès de la Micronésie que des pouvoirs limités et que l'exercice du droit de veto du Haut Commissaire impliquait nécessairement une procédure lente et compliquée. Elle a été d'avis qu'une session de 30 jours était trop courte pour que le Congrès puisse s'intéresser à tous les problèmes de la population et qu'il faudrait également envisager la possibilité pour les membres du Congrès de travailler à plein temps en recevant un salaire annuel. Elle a enfin suggéré que le Congrès de la Micronésie étudie à sa prochaine session la possibilité de nommer un représentant qui serait attaché à la délégation des Etats-Unis auprès du Conseil de tutelle.

79. Le représentant de la Chine a constaté avec plaisir le succès de la première session du Congrès de la Micronésie qui semblait avoir pleinement montré la ferme volonté du peuple micronésien d'apprendre à se gouverner lui-même. Ce succès ne pourrait toutefois être confirmé que lorsque le Congrès de la Micronésie aurait réellement reçu le pouvoir de gouverner. C'est dans la préparation du budget que le Congrès aurait la possibilité de faire ses preuves. Le représentant

de la Chine a fait observer que la participation réelle du peuple micronésien au gouvernement serait à demi réalisée si le Congrès était en mesure de relever le défi qui lui était ainsi lancé. Il a pris note avec intérêt et satisfaction des déclarations du Haut Commissaire affirmant que les recommandations en matière budgétaire du Congrès de la Micronésie seraient dûment examinées à chaque étape de l'établissement du budget et qu'il espérait voir la population de la Micronésie exercer son droit à l'autodétermination pendant la durée de son mandat.

80. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que la Micronésie disposait d'un organe législatif au sein duquel toute la population était représentée, que le Territoire jouissait de la liberté de parole, que la presse y était libre et qu'il avait le droit d'adresser des pétitions au Conseil de tutelle. Il appartenait donc désormais au peuple micronésien et à ses représentants de s'interroger sur leur avenir et de déterminer quand et comment ils désiraient exercer leur droit indéniable à l'autodétermination. Il a cependant estimé que la question de l'avenir politique ne pouvait être débattue dans l'abstrait, qu'une décision concernant l'avenir des Micronésiens devait être mûrement réfléchie et que ceux-ci devaient être mis à même de faire ce choix à partir d'une série de solutions possibles. Comme le disait le rapport de la Mission de visite de 1964, l'avenir n'est rien d'autre que les diverses possibilités engendrées par les progrès actuels.

81. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait remarquer que l'importance des mesures que le Congrès de la Micronésie était maintenant appelé à examiner justifiait encore plus la recommandation de la Mission de visite de 1964 tendant à ce que les membres du Congrès soient employés et rémunérés à plein temps et il a estimé que le système actuel selon lequel des fonctionnaires sont membres du Congrès allait à l'encontre des recommandations de la Mission. Dans les chapitres consacrés au progrès économique et politique, le rapport de la Mission de visite de 1964 avait esquissé une méthode cohérente visant à donner à la Micronésie une vie politique et économique active et, plus particulièrement, à s'assurer que la population micronésienne disposait du mécanisme le plus efficace pour orienter le développement de son pays selon sa volonté. A un moment décisif de l'histoire de la Micronésie, le représentant de la Nouvelle-Zélande tenait à recommander ce document et cette méthode à l'attention de l'Autorité administrante.

82. Le représentant de la France a déclaré que l'entrée en fonction, en 1965, du Congrès de la Micronésie était une étape importante dans l'exercice d'une plus grande autonomie. Grâce aux résolutions qu'il avait adoptées, le Congrès avait montré qu'il ne se souciait pas uniquement de problèmes purement locaux, mais qu'il s'intéressait à l'ensemble du Territoire. De l'avis de la délégation française, cette expérience ne serait fructueuse que si la Puissance administrante coopérait étroitement avec le Congrès et si ce dernier voyait peu à peu s'étendre ses pouvoirs. A cet égard, il était souhaitable que les sessions soient plus nombreuses et que l'une d'elles soit consacrée à l'examen des prévisions budgétaires qui devaient être soumises au Congrès des Etats-Unis afin que le Congrès de la Micronésie puisse donner son avis sur les plans de développement du Territoire. Par la suite, tandis que les pouvoirs du Congrès de la Micronésie seraient étendus, le droit de veto du Haut Commissaire serait restreint. Le Congrès devrait finalement obtenir le droit de voter le budget et de fixer enfin lui-même la constitution du Territoire.

83. La représentante des Etats-Unis, expliquant les pouvoirs accordés en matière fiscale au Congrès américain par la Constitution des Etats-Unis et le système de contrôle budgétaire du Gouvernement américain, a déclaré que le Congrès des Etats-Unis était jaloux de ses prérogatives budgétaires. Le Congrès de la Micronésie n'a encore siégé qu'une fois, pendant une période de 30 jours, et le Territoire sous tutelle n'a pas encore de comptables qualifiés; la représentante des Etats-Unis ne pensait donc pas, dans ces conditions, que l'Administration pouvait dès maintenant présenter au Congrès une demande de subvention forfaitaire annuelle pour le Territoire et escompter une réponse favorable. L'Administration agirait cependant dans ce sens.

84. Dans sa déclaration de clôture, le représentant spécial a déclaré que s'il existait un point central d'accord dans le débat de la semaine qui venait de s'écouler c'était que le maintien indéfini de la population dans un état de tutelle ou de dépendance politique était incompatible avec la foi commune en l'autodétermination. Il avait été frappé par l'accord général qui s'était réalisé sur ce qu'il fallait faire pour accélérer la marche de la Micronésie vers l'autodétermination ainsi que par la naissance d'une sérieuse et réelle aptitude à assumer les responsabilités que l'autodétermination ne manquerait pas d'imposer aux Micronésiens. Pour ce qui est des subventions accordées par le Congrès des

Etats-Unis, le représentant spécial a assuré le Conseil de tutelle que lorsqu'il présenterait au Congrès de la Micronésie, en août 1966, le projet de budget pour l'exercice 1968, il examinerait soigneusement et favorablement toutes les recommandations que le Congrès pourrait lui faire. La représentante des Etats-Unis avait déjà souligné qu'il serait difficile de donner au Congrès de la Micronésie des pouvoirs plus étendus pour ce qui est de l'ouverture de crédits aussi longtemps que la majeure partie de l'aide financière serait versée par le Congrès des Etats-Unis.

85. Pour ce qui est du droit de veto du Haut Commissaire, le représentant spécial a déclaré qu'ayant toujours vécu dans la tradition du respect de la volonté de la majorité, il ne prenait pas, en tant que Haut Commissaire, cette responsabilité à la légère. Il a fait remarquer qu'un recours devant le Secrétaire d'Etat à l'intérieur était prévu et a déclaré que la question continuerait d'être étudiée jusqu'à ce qu'une meilleure solution soit trouvée. L'Administration et le Congrès de la Micronésie étaient conscients des problèmes qui se posaient du fait que des fonctionnaires étaient en même temps membres du Congrès : des solutions étaient actuellement à l'étude. Si les ressources financières le permettaient, peut-être serait-il possible de verser une rémunération annuelle aux membres du Congrès ou de trouver une autre solution équitable qui mettrait fin à cette situation anormale. De l'avis du représentant spécial, la réponse la plus satisfaisante consistait à intensifier l'effort économique afin que des hommes et des femmes compétents n'aient pas à dépendre indéfiniment d'emplois gouvernementaux pour vivre. Quant à la question de la session de 30 jours du Congrès, le représentant spécial a estimé que celui-ci pourrait envisager soit de siéger deux fois par an, soit de tenir une session de 60 jours, soit enfin d'élargir les activités des commissions qui siègent entre les sessions.

Organes législatifs de district et administration locale

86. Le représentant de la Chine a déclaré que l'attention croissante qui est accordée aux activités du Congrès de la Micronésie ne devait pas faire perdre de vue l'importance de l'équilibre politique du Territoire. Le brusque déplacement de l'intérêt politique vers l'organe législatif national central ne devrait pas

affaiblir l'attention portée aux initiatives locales et aux responsabilités exercées par les centres de district au niveau desquels nombre de fonctions actuellement du ressort de l'Administration centrale, comme le logement, la construction de routes, les projets scolaires et autres projets de développement communautaire, devraient être pris en considération.

87. Le représentant de la France a déclaré que la vie politique devait être également encouragée à l'échelon des districts et à l'échelon local, où les habitants devaient également avoir le sens des responsabilités que leur imposait leur autonomie future.

Administration du Territoire

88. Le représentant de la Chine a déclaré qu'envisagé dans le processus global du développement, l'envoi d'un groupe de 400 volontaires du Peace Corps dans le Territoire sous tutelle était un événement tout à fait remarquable et que le Conseil devait appuyer sans réserve une entreprise aussi louable. Il s'est déclaré convaincu que l'Autorité administrante saurait affecter ces volontaires aux endroits qui conviendraient le mieux à leur tempérament individuel et où leurs aptitudes seraient le plus profitables à la population. Il s'est déclaré particulièrement heureux d'apprendre qu'un grand nombre de volontaires seraient envoyés dans les îles les plus éloignées et il a exprimé l'espoir que l'on saurait pleinement tirer parti lors de la mise en oeuvre du futur programme de développement économique intégré de la contribution que l'on pouvait attendre des volontaires du Peace Corps.

Fonction publique : formation et accès des autochtones à des postes administratifs supérieurs

89. La représentante du Libéria a pris note avec satisfaction de la nomination de M. Dwight Heine au poste d'administrateur de district des îles Marshall et de celle d'autres Micronésiens aux postes d'administrateurs adjoints de district. Elle a également fait observer qu'aucun Micronésien n'avait été nommé au poste de Haut Commissaire adjoint et chargé de l'un des quatre départements administratifs principaux au siège du Territoire sous tutelle. Elle a exprimé l'espoir que ces postes seraient confiés à des Micronésiens, ainsi que l'envisageait l'Administration.

90. Le représentant de la Chine a appris avec satisfaction la nomination de M. Dwight Heine au poste d'administrateur de district des îles Marshall ainsi que la création, en réponse aux vœux du Congrès de la Micronésie, d'un groupe spécial chargé d'élaborer des propositions relatives à un statut de la fonction publique micronésienne. De l'avis du Conseil de tutelle, la création d'une fonction publique unifiée et la constitution d'une commission de la fonction publique donneraient l'orientation voulue pour préparer les Micronésiens à des postes administratifs supérieurs. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que le Congrès de la Micronésie avait réagi avec promptitude à la suggestion du Conseil.

91. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a exprimé, au nom de sa délégation, l'espoir que l'Autorité administrante garantirait aux Micronésiens une rétribution équitable pour leur travail et a demandé que soient communiqués au Conseil de tutelle des renseignements concernant l'élimination de la discrimination pratiquée dans les traitements et les salaires payés aux Micronésiens d'une part et au personnel américain d'autre part.

92. Le représentant de la France s'est félicité de l'envoi de volontaires du Peace Corps en Micronésie et a formulé l'espoir que, si cette initiative était couronnée de succès, l'effort pourrait être poursuivi et l'action étendue jusque dans les districts les plus reculés du Territoire. Aux yeux de la délégation française, la formation d'une élite micronésienne semblait être l'une des préoccupations majeures de l'Autorité administrante et il ne fallait pas hésiter à confier à ces Micronésiens des postes de responsabilité dans l'administration.

93. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction la "micronisation" de plus en plus poussée de l'exécutif et a insisté de nouveau sur la nécessité d'affecter dès que possible des Micronésiens à des postes de la branche exécutive du gouvernement au siège. Certains Micronésiens, par exemple, pouvaient parfaitement occuper les fonctions de haut commissaire adjoint.

De l'avis du représentant de la Nouvelle-Zélande, des efforts plus importants devaient être faits dans ce domaine car, pour garantir que la société micronésienne serait conforme en tous points aux aspirations de la population et s'assurer que toutes les voies possibles vers l'avenir demeureraient ouvertes, de plus grands efforts encore devraient être déployés pour que les Micronésiens puissent eux-mêmes décider de la politique nationale. Ce qui importait réellement ne pouvait en effet être réalisé que par la population du Territoire. En dernière analyse, seuls les Micronésiens pouvaient construire un édifice économique et politique solide sur l'infrastructure moderne que l'Administration était en train d'établir.

C. PROGRES ECONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Economie générale

94. L'économie du Territoire repose essentiellement sur l'agriculture de subsistance et la pêche. Cependant, l'Autorité administrante poursuit une politique visant à axer en fin de compte le développement économique de la Micronésie sur l'intégration à l'économie mondiale. Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante a défini les principes qui ont présidé au développement économique du Territoire. Il s'agit : a) de faire en sorte que les salaires et les conditions d'emploi correspondent à l'évolution sociale et économique; b) d'assurer le développement de l'infrastructure et la mise en valeur des ressources en appliquant un programme de construction à l'ensemble du Territoire; c) d'encourager les Micronésiens à créer leurs propres entreprises commerciales et de leur fournir à cet effet l'assistance technique et financière nécessaire; d) d'assurer la participation de capitaux étrangers aux entreprises économiques tout en protégeant les intérêts essentiels du peuple micronésien lors de la mise en valeur de ses ressources naturelles; e) d'améliorer et d'accroître la production de coprah, de cacao et d'autres cultures commerciales; f) de protéger les habitants contre l'aliénation des terres et des ressources et d'encourager la distribution et la mise en valeur des terres de l'Etat grâce à un programme de création de homesteads et g) d'accroître la production alimentaire grâce à l'amélioration des cultures vivrières et d'encourager l'utilisation de matériaux locaux par les industries locales.

95. Notant qu'un développement économique et social mal équilibré ne pourrait manquer d'avoir des répercussions graves sur le développement politique, la Mission de visite de 1964 a insisté sur l'urgente nécessité d'élaborer un plan économique d'ensemble, établissant clairement des priorités et prévoyant des mesures en vue de mobiliser les ressources humaines et matérielles de la Micronésie et d'accroître ainsi la productivité. Partageant ce point de vue, le Conseil de tutelle a appelé l'attention de l'Autorité administrante, à sa trente et unième session, sur les recommandations de la Mission de visite relatives à l'élaboration

d'un plan d'ensemble de développement économique à long terme et à la mise en place des rouages nécessaires à l'exécution du plan, ainsi qu'à l'association des Micronésiens à toutes les étapes de la planification.

96. Le représentant spécial a informé le Conseil, à sa trente-deuxième session, que l'un des faits les plus marquants du développement économique du Territoire durant l'année considérée a été la signature, en avril 1965, d'un contrat avec une importante société d'ingénieurs-conseils spécialisée dans les questions de développement économique, en vue de la mise en route d'un programme de développement économique de deux ans pour la Micronésie. Cette société fournira son concours pour l'élaboration de programmes d'action immédiate et de projets intéressant l'ensemble du Territoire, ainsi que pour la préparation d'études de viabilité et d'analyses relatives à l'utilisation des terres; elle aidera à établir des évaluations et à faire le bilan des capitaux disponibles sur place et à l'extérieur, à estimer et à obtenir les capitaux nécessaires sur le plan local et à l'extérieur, fournira aux hommes d'affaires une assistance en matière de technique et de gestion, aidera à former des Micronésiens pour la représentation technique et le développement et fournira des services consultatifs au Haut Commissaire. Les études et les enquêtes de la société d'ingénieurs-conseils serviront à élaborer un programme à long terme de développement économique intégré. Le Département des ressources et du développement créé au siège administratif du Territoire a été chargé de coordonner les activités dans des domaines tels que le développement économique, les coopératives, les mutuelles de crédit, l'agriculture, les pêcheries, la sylviculture, l'exploitation des terres et les transports.

97. Ayant reçu du Haut Commissaire l'assurance que la population micronésienne serait pleinement associée à toutes les étapes de la planification, le Conseil de tutelle a insisté, à sa trente-deuxième session, sur les points suivants : a) la société d'ingénieurs-conseils doit travailler en étroite collaboration avec les services de l'Administration chargés du développement économique; b) les propositions de la société d'experts-conseils doivent recevoir l'agrément et l'appui des Micronésiens; c) les organes législatifs territoriaux et locaux et, éventuellement, chaque conseil de développement doivent être étroitement associés, à toutes les étapes, à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans de développement.

98. La représentante de l'Autorité administrante et le représentant spécial ont informé le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, que le Congrès des Etats-Unis était saisi d'un projet de loi prévoyant l'ouverture d'un crédit de 172 millions de dollars aux fins d'investissements dans le Territoire au cours des cinq années à venir, et portant le budget ordinaire pour ces cinq années à 152 millions de dollars. Aux termes de ce projet de loi, le plafond des dépenses de l'administration civile, fixé actuellement à 17,5 millions de dollars par an, serait supprimé. En vertu d'un contrat de deux ans passé par le Territoire avec Robert R. Nathan Associates, Inc., bureau de consultants en matière économique, un groupe d'économistes avait entrepris une étude approfondie des ressources du Territoire et des éléments relatifs à leur mise en valeur éventuelle. Le bureau avait présenté un rapport préliminaire indiquant les régions qui lui paraissaient les plus prometteuses et formulerait par la suite des recommandations précises en vue du développement économique.

99. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Rappelant ses recommandations antérieures concernant l'élaboration d'un plan de développement économique général à long terme pour la Micronésie, notant que des progrès ont été déjà réalisés sur le plan politique avec le transfert des pouvoirs législatifs du Haut Commissaire au Congrès de la Micronésie, mais que la production économique du Territoire n'a augmenté encore qu'assez peu, et convaincu qu'un développement économique et social mal équilibré peut avoir de graves répercussions sur l'évolution politique, le Conseil de tutelle a appris avec satisfaction qu'après avoir signé, au mois d'avril 1965, un contrat confiant à l'importante firme d'ingénieurs-conseils spécialisée dans le développement économique Robert R. Nathan Associates, Inc. le soin de mettre en route un programme de développement économique de deux ans pour la Micronésie, l'Administration a prié le Congrès des Etats-Unis de prendre les dispositions législatives nécessaires pour ouvrir un crédit de 172 millions de dollars au titre de l'équipement du Territoire sous tutelle, au cours des cinq prochaines années, et que le budget ordinaire a été également accru et porté à 152 millions de dollars pour la même période.

Le Conseil est fondé à espérer que cet important projet de loi sera adopté prochainement et mis en oeuvre, et que cela accélérera l'application rapide de toute recommandation des consultants économiques acceptable pour l'Autorité

administrante et pour le Congrès de Micronésie. Considérant que dans ses recommandations antérieures, il avait souligné combien il était important que les propositions économiques des experts-conseils reçoivent l'agrément et l'appui des Micronésiens, le Conseil se félicite de ce que le Haut Commissaire ait donné l'assurance que le plan de développement élaboré par les consultants sera communiqué aux membres du Conseil, et il suggère que le Congrès de Micronésie étudie de manière approfondie tant le programme quinquennal de développement que le plan de développement économique des consultants afin d'assurer la coordination de ces deux projets.

Le Conseil, réaffirmant sa conviction que tous les plans de développement auront beaucoup plus de chances de succès s'ils recueillent l'agrément et l'appui des Micronésiens, et rappelant qu'il a déjà insisté sur l'importance de la participation des Micronésiens à l'élaboration du plan de développement économique et à la mise en place de rouages nécessaires à son exécution, recommande à l'Autorité administrante d'envisager l'établissement d'une commission ou d'un conseil du développement, aux travaux duquel seraient associés des membres du Congrès de la Micronésie, ainsi que la création d'organes analogues à l'échelon du district, afin de mobiliser les ressources humaines et matérielles locales en vue d'accroître la productivité en Micronésie.

Finances publiques : accroissement des ressources publiques

100. Le Territoire dépend en grande partie de subventions accordées par les Etats-Unis pour équilibrer son budget. En 1962, le Congrès des Etats-Unis a adopté des textes législatifs portant de 7,5 millions à 17,5 millions de dollars le montant des crédits destinés au Territoire. Il a autorisé pour son administration, pendant les exercices financiers 1963, 1964 et 1965, l'ouverture de crédits s'élevant au total à 47,5 millions de dollars; depuis 1963, les déficits ont été supérieurs à 15 millions de dollars par an. Pendant l'exercice se terminant le 30 juin 1965, les dépenses totales ont augmenté de 1 419 967 dollars et ont atteint 23,5 millions, dont 2 millions seulement ont été financés par les recettes locales. Le projet de budget pour l'exercice 1966, qui s'élevait à 17 344 CCO dollars, a été approuvé par le Congrès et ultérieurement par le Président des Etats-Unis d'Amérique, le 28 juin 1965.

101. En 1963, un fonds de développement économique (Economic Development Loan Fund) au capital de 100 000 dollars a été constitué afin d'encourager la création de petites entreprises dans le Territoire. Après l'adoption de textes législatifs par le Congrès des Etats-Unis et le transfert à l'Economic Development Loan Fund d'un ancien fonds de roulement de 368 000 dollars, le total des avoirs de ce fonds a été porté à 668 000 dollars pendant l'exercice 1965. Un Conseil d'administration de sept membres, dont deux Micronésiens, est chargé de gérer le fonds sous la direction et la supervision du Haut Commissaire, de manière à encourager le développement économique du Territoire. Des comités ont été créés dans tous les districts pour étudier les demandes de prêts et soumettre des recommandations à l'Economic Development Loan Fund Board. Le montant total des prêts consentis par le fonds à des particuliers ou à des groupes désireux de créer de nouvelles entreprises ou de développer des affaires déjà existantes est passé de 66 800 dollars pendant l'exercice 1964 à 68 600 dollars en 1965. Le fonds a en outre garanti des prêts de banques commerciales qui s'élevaient à 39 625 dollars pendant l'exercice 1965, contre 104 000 dollars pendant l'exercice précédent.

102. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a noté que le territoire dépendait de plus en plus de l'aide extérieure (15 millions de dollars en 1962/63 et 1963/64 et 17,5 millions en 1964/65); toutefois, après avoir passé en revue les besoins minimaux du Territoire, il a estimé qu'aucune solution autre que l'augmentation des subventions extérieures ne pouvait être envisagée du moins pour le moment. En même temps, il a exprimé l'espoir que le Congrès de la Micronésie examinerait des mesures destinées à augmenter les recettes internes, de façon que l'objectif final, qui est l'autonomie financière, ne soit pas perdu de vue. Etant donné la faiblesse relative des ressources économiques du Territoire, le Conseil a estimé que ce dernier devrait conserver une part importante des recettes réalisées par les entreprises commerciales (par exemple les pêcheries) et que les Micronésiens devraient avoir la possibilité de devenir, grâce à des investissements, copropriétaires de telles entreprises. En conséquence, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante, en collaboration avec le Congrès, mettra au point des mesures, y compris un système de prêts, destinées à faciliter cette participation.

103. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que les ressources financières dont dispose le Territoire ont continué d'augmenter depuis 1963 et que l'Administration, afin d'accélérer le développement économique et social et celui de l'éducation, a demandé au Congrès des Etats-Unis d'élever la limite légale des crédits budgétaires au-dessus du niveau actuel de 17,5 millions de dollars. Il n'est pas possible d'éviter d'augmenter l'importance des dons extérieurs aux fins du développement au cours de la période de transition, mais le Conseil pense que le fait de dépendre constamment d'une aide extérieure n'est pas propice à l'accession rapide à l'autonomie ou à l'indépendance, il invite donc à nouveau instamment l'Autorité administrante à envisager et à adopter, en consultant le Congrès de Micronésie, des mesures concrètes tendant à augmenter les recettes intérieures.

Le Conseil, convaincu que l'indépendance de l'aide extérieure dépend de l'accroissement de la productivité de l'agriculture et de l'industrie, note qu'aux termes du programme quinquennal de développement, une part appréciable du budget du Territoire sera consacrée à la construction et à l'équipement et pense que, pour encourager dès maintenant les Micronésiens à intensifier leur activité économique, le Fonds de prêts au développement devrait pouvoir disposer de ressources plus importantes et adopter une politique audacieuse de prêts.

Agriculture

104. La productivité agricole du Territoire soutient favorablement la comparaison avec celle de régions sous-développées mais elle est très au-dessous de celle de pays avancés. La principale culture marchande est le coprah; le cacao et le poivre devraient venir ensuite. La production de cacao a continué de s'accroître : près de 30 000 livres ont été exportées pendant l'année considérée. Les autres cultures principales sont le taro, l'arrowroot, l'igname, la patate douce, le manioc, l'arbre à pain, le pandanus, les bananes, les agrumes, etc., et sont destinées surtout à satisfaire les besoins alimentaires locaux.

105. Première culture marchande du Territoire, la noix de coco a la priorité dans le programme de développement. Un cycle d'études sur la noix de coco (Coconut Interchange Seminar), réunissant 48 participants pendant trois semaines, s'est tenu à Pohnape sous les auspices communs de l'East-West-Center et de la Direction

de l'agriculture du Territoire. Un programme de replantation de cocotiers a été entrepris dans tout le Territoire au cours des dernières années. La production du coprah occupe le plus grand nombre d'autochtones; en dehors du secteur public, c'est la principale source de revenu en espèces pour les habitants. Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante a déclaré que la production de coprah a continué d'augmenter pendant l'année considérée et que l'exportation de 13 718 tonnes de coprah a rapporté cette année 2 525 118 dollars (contre 2 295 448 dollars en 1964). Une meilleure organisation des ventes et des expéditions, ainsi qu'une légère hausse des cours mondiaux ont permis au Copra Stabilization Board de relever les prix à la production à deux reprises pendant l'année considérée et d'accroître ses propres réserves de 28 834 dollars, les portant ainsi à 736 546 dollars.

Pêcheries

106. Le poisson et d'autres produits de la mer sont considérés comme un autre domaine possible de développement économique; bien exploitées, les ressources de la pêche pourraient finir par égaler ou même dépasser l'agriculture comme source de revenu pour la population micronésienne. En avril 1964, la construction d'une usine de traitement du poisson à des fins commerciales dans le district des Palaos, à la suite d'un contrat conclu avec la Van Camp Sea Food Corporation, a marqué le début de la mise en valeur de la principale ressource du Territoire. Le contrat en question, relatif à la formation de pêcheurs de thon micronésiens, prévoyait que l'exploitation des bateaux de pêche et des installations à terre serait un jour assurée entièrement par les Micronésiens. Outre la pêche commerciale, on a continué en 1965 dans le cadre du programme de pêche des Palaos, à mettre en valeur les ressources locales en poisson. Des bateaux de pêche ont été construits dans le cadre du même programme.

107. Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante a informé le Conseil que la Van Camp Sea Food Corporation avait commencé ses activités commerciales dans le district des Palaos en août 1964; que le total des exportations de cette société pour l'exercice 1965 s'élevait à 3 663 tonnes évaluées à 237 935 dollars; qu'en avril 1965, une société micronésienne, la Caroline Fisheries Company avait également été créée dans le district des Palaos et que la Van Camp Sea Food Corporation avait commencé de construire à Truk une usine de congélation, un

entrepôt frigorifique et d'autres installations nécessaires. En même temps, on envisageait d'entreprendre la pêche à caractère commercial dans d'autres districts du Territoire. Le Bureau of Commercial Fisheries du Fish and Wildlife Service du Département de l'intérieur prévoyait la création dans le district des Palaos d'une station expérimentale dont la première tâche serait de recueillir des échantillons biologiques et des statistiques relatifs à la pêche du thon.

Industries

108. Dans le rapport considéré, l'Autorité administrante a indiqué que l'industrie manufacturière, bien que peu importante encore, commençait à se développer lentement. Cependant, toutes les petites industries avaient à faire face à un grand nombre de problèmes concernant notamment le financement, l'approvisionnement en matières premières, la recherche de débouchés, et l'emballage et l'expédition des produits finis.

109. Dans les districts des Palaos, de Ponapé et des îles Marshall, l'artisanat est organisé sur une base productive. Des débouchés commerciaux ont été ouverts à Guam sous les auspices du gouvernement et à Kwajalein par des sources privées, mais l'insuffisance de la production et les droits de douane imposés par les Etats-Unis sont un obstacle à l'expansion des échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-deuxième session, que l'on envisageait de transférer le Centre des produits micronésiens à une compagnie privée micronésienne en vue d'augmenter les ventes de produits artisanaux.

110. En 1964, l'industrie touristique a pris un bon départ à Saïpan et aux Palaos. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, que l'industrie touristique du Territoire, naissante mais riche de promesses avait reçu une impulsion nouvelle, grâce à l'acquisition, par le gouvernement, d'un deuxième avion DC-4, pouvant transporter 60 passagers et au développement des établissements hôteliers dont certains étaient construits par le gouvernement et cédés à bail à des gérants locaux.

Transports et communications

111. Le Conseil a noté avec satisfaction, à sa trente-deuxième session, les vigoureux efforts déployés par l'Autorité administrante pour développer les

transports et les communications essentiels du Territoire; il a été heureux d'apprendre que l'installation de la sixième et dernière station de radiodiffusion de district était achevée, qu'au cours de l'été 1966 les six districts seraient reliés pour la première fois par des avions basés au sol, que la construction d'aérodromes s'était accompagnée de l'expansion et de l'amélioration du réseau routier et que les transports maritimes avaient été modernisés. Le Conseil a également appris avec satisfaction que des mesures avaient été prises pour définir les responsabilités en matière de développement routier, l'Administration centrale prenant en charge les routes principales, et les districts et les municipalités, respectivement, les routes secondaires et municipales. Il a suggéré qu'il serait peut-être possible d'envisager l'octroi à l'Administration centrale de fonds destinés à accélérer les travaux sur les routes secondaires en vue d'aider à relier les villages, de permettre l'accès aux sources d'eau et d'énergie et aux centres d'exportation et de rendre possible le développement agricole de l'intérieur des îles les plus importantes.

112. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, que, depuis la période qui avait fait l'objet du dernier rapport, des progrès et des améliorations considérables avaient eu lieu dans les services aériens. Au cours de l'année considérée, les quelques avions en service avaient transporté 24 500 passagers, au lieu de 4 000 en 1962. Grâce à l'achat d'un appareil DC-4 supplémentaire, il existe maintenant un service régulier par DC-4 dans tous les districts, sauf celui de Ponapé, où la nécessité d'amerrir exige encore l'emploi d'avions amphibies. En ce qui concerne les communications radio-phoniques, grâce à la construction à Saïpan d'une station de réception couvrant l'ensemble du Territoire, on a pu améliorer considérablement la transmission en supprimant le relais de Guam. Quatre nouvelles stations d'émission et de réception ont été établies dans les îles éloignées, ce qui porte à 32 le nombre des stations ainsi reliées aux centres de district.

113. La construction d'aérodromes a eu pour corollaire l'expansion du réseau de nouvelles routes ainsi que la réfection des routes existantes notamment sur l'île de Babelthuaup, où l'on a achevé la construction de six miles de routes pour relier l'aéroport au centre de district. On a également construit au cours de l'année une nouvelle route de 18 miles à Jaluit, dans les îles Marshall.

114. Le Territoire sous tutelle a une flotte de cinq bâtiments de district et de trois grands bâtiments logistiques. Trois bateaux de croisière de 21 pieds ont été achetés récemment et affectés aux districts des Palaos, de Truk et de Ponapé. Un nouveau paquebot mixte de 65 pieds a été affecté au district de Truk. Deux autres de 100 pieds étaient en construction et devaient être livrés à la fin de juillet 1965. Ils devaient être affectés aux districts de Yap et de Truk. En août 1965, de nouveaux contrats ont été conclus, aux termes desquels une société de transport maritime de New York a armé les trois grands bâtiments logistiques du Territoire. Conformément aux lois du Territoire, cette société a institué une organisation locale, la Micronesian Line, pour les exploiter. Tous les navires de liaison entre les districts, autrefois exploités en vertu de contrats passés avec l'extérieur, sont maintenant aux mains de compagnies de navigation micronésiennes.

115. Quatre Micronésiens ont été sélectionnés pour suivre le cours de formation supérieure à l'école de la marine de Honiara qui dépend du Protectorat des îles Salomon britanniques. Dix-sept autres Micronésiens ont reçu des certificats d'aptitude leur permettant d'être officiers à bord de navires du Territoire sous tutelle. En outre, quatre bourses ont été accordées en 1965 dans le domaine de la navigation.

116. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, conscient des problèmes que pose la dispersion géographique du Territoire, note avec satisfaction les efforts infatigables de l'Autorité administrante en matière de développement des transports et communications essentiels; il se félicite de l'achèvement de la sixième et dernière station d'émissions radiophoniques de district et de la construction d'un sixième aéroport, ce qui permettra de relier tous les districts entre eux par un réseau radio et par des services aériens entre bases terrestres, mettant ainsi à la disposition des habitants de meilleures communications et assurant le transport plus rapide du courrier, des marchandises et des passagers. Comme le gouvernement du Territoire et les autorités locales ont créé un système routier, le Conseil propose à nouveau d'envisager la possibilité de fournir à l'Administration centrale les fonds nécessaires pour accélérer la construction de routes secondaires, de

façon à relier les villages entre eux, à leur ouvrir l'accès aux sources d'énergie et d'eau et aux centres d'exportation, et à favoriser, dans les îles les plus importantes, le développement agricole de l'arrière-pays.

Coopératives

117. On a insisté sur le développement des coopératives dans le Territoire sous tutelle mais le programme de coopératives commence à peine. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a été informé par le représentant spécial que le développement et l'expansion des coopératives et des associations de crédit avaient été grandement encouragés durant l'année grâce aux services du nouveau Directeur des coopératives nommé au siège de l'Administration et à ceux de deux fonctionnaires locaux spécialement désignés. Au 30 juin 1965, on comptait 16 coopératives enregistrées dans le Territoire (neuf coopératives de commercialisation et de vente au détail du coprah, trois coopératives de pêche, une coopérative d'artisans, une coopérative de logement, une coopérative de construction d'embarcations et une fédération). A la fin de 1964, les coopératives avaient au total 2 944 membres, pour la plupart Micronésiens. Ces associations coopératives dont le régime de propriété et les méthodes de gestion étaient ceux de sociétés mutuelles avaient effectué avec leurs membres des transactions d'un montant total de 1,25 million de dollars en 1964 et perçu un bénéfice net d'environ 75 000 dollars. A la fin de 1964, on comptait dans le Territoire 27 associations de crédit dont les avoirs atteignaient 193 014 dollars. Ces associations d'épargne et de crédit fonctionnant selon le régime de propriété des sociétés mutuelles comptaient 2 450 membres micronésiens, et le montant des sommes déposées était de 167 814 dollars, soit en moyenne 68 dollars par membre.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant
que leurs propres opinions

Economie générale

118. Le représentant de la Chine, après avoir rappelé les recommandations antérieures du Conseil de tutelle concernant l'élaboration d'un plan de développement économique général à long terme, a dit qu'il était heureux d'apprendre que le Congrès des Etats-Unis étudiait à l'heure actuelle un projet de loi prévoyant, à l'intention du Territoire, un programme d'équipement accéléré qui

s'étalerait sur cinq ans et auquel seraient consacrés plusieurs millions de dollars. Il fallait espérer que l'adoption de cet important projet de loi serait suivie aussitôt de mesures concrètes et que notamment on mettrait en œuvre sans tarder toute recommandation qui aurait été formulée par les consultants et qui aurait recueilli l'agrément de l'Autorité administrante et du Congrès de la Micronésie. Le Conseil de tutelle avait dit déjà que les propositions du bureau de consultants devaient recevoir l'agrément et l'appui des Micronésiens. Le représentant de la Chine a insisté sur le fait que le peuple micronésien devait être étroitement associé à toutes les étapes, à la planification économique, car son intérêt éclairé et sa participation enthousiaste étaient indispensables au développement économique.

119. Le représentant du Royaume-Uni, rappelant les recommandations du Conseil de tutelle concernant l'élaboration d'un plan de développement économique général à long terme pour la Micronésie, a dit qu'il était heureux d'apprendre du représentant spécial qu'un rapport préliminaire avait été établi par le bureau de consultants, Robert R. Nathan Associates Inc., et que ce document serait mis à la disposition de tous les membres du Conseil. Le représentant du Royaume-Uni a une fois de plus fait observer que si l'on voulait que le plan de développement économique fût couronné de succès, il était nécessaire qu'il reçût l'agrément et l'appui des Micronésiens. Il a noté dans le rapport du représentant spécial que l'on mettait l'accent sur la mise en valeur des ressources marines et sur le développement des activités connexes de construction de bateaux.

120. Au sujet du développement économique, le représentant de l'Australie a déclaré que les Nations Unies devaient se garder de fixer avec rigidité des normes s'inspirant de celles qui étaient valables en d'autres lieux - par exemple dans l'ensemble des Etats-Unis, en Australie, ou dans d'autres zones métropolitaines ou masses continentales - où les conditions étaient totalement différentes. Il fallait créer une économie adaptée à la population et capable d'améliorer le mode de vie imposé par les conditions géographiques de la région et utiliser pleinement les ressources locales. Il était extrêmement encourageant d'apprendre que le Congrès des Etats-Unis étudiait à l'heure actuelle la possibilité d'ouvrir un crédit supplémentaire de l'ordre de 300 millions de dollars et il convenait de féliciter l'Autorité administrante du réalisme dont témoignait ce projet.

121. Le représentant de la France a noté avec satisfaction les efforts qui avaient été faits dans le secteur de l'agriculture, l'augmentation de l'aide budgétaire octroyée à l'Administration micronésienne et l'ouverture de crédits envisagée par les Etats-Unis pour le développement économique et social du Territoire. A son avis, pour permettre au Territoire de produire davantage et, par conséquent, d'exporter davantage, il fallait lui offrir des débouchés supplémentaires. Il était regrettable que des barrières douanières fissent obstacle à certaines exportations vers les Etats-Unis. Les pêcheries, et l'industrie touristique et artisanale offraient des possibilités particulièrement intéressantes. L'essor économique du Territoire dépendait dans une large mesure de la solution du problème des transports. Malgré les grands progrès déjà réalisés, il était nécessaire, comme le montraient les résolutions du Congrès de la Micronésie, de poursuivre les efforts pour améliorer les installations portuaires et construire des routes utilisables par tous les temps et des pistes en dur pour les aérodromes.

122. Le représentant de la Nouvelle-Zélande pensait qu'il serait souhaitable que le Congrès de la Micronésie étudie plus en détail les questions budgétaires ainsi que le programme de développement quinquennal envisagé. Il espérait que, au cas où ce programme serait approuvé, son orientation et son contenu ne seraient pas excessivement rigides, car il devrait pouvoir être modifié le jour où il serait soumis au Congrès de la Micronésie; il espérait ainsi que celui-ci pourrait l'étudier en détail, lors de sa deuxième session, en même temps que le plan de développement économique préparé par le bureau de consultants, afin d'assurer une bonne coordination entre les deux.

123. Dans sa déclaration de clôture, le représentant spécial, se référant au programme quinquennal d'amélioration de l'équipement et de travaux publics dont était saisi le Congrès des Etats-Unis, a cité les chiffres suivants :
30 125 000 dollars pour des installations sanitaires; 77 millions de dollars pour l'enseignement; 32 millions de dollars pour l'eau, l'énergie, le système d'égouts et l'assainissement, 19 795 000 dollars pour les transports, 2 830 000 dollars pour les communications et 10 229 000 dollars pour les dépenses générales du gouvernement, soit un total d'environ 172 millions de dollars. Il a indiqué que les dépenses d'administration prévues pour l'application de ce programme seraient de l'ordre de 22 à 38 millions de dollars par an pendant cinq ans.

Finances publiques : accroissement des ressources publiques

124. La représentante de l'Autorité administrante a fait observer que le projet de budget pour le Territoire que son gouvernement avait soumis pour examen au Congrès des Etats-Unis prévoyait des dépenses d'un montant total de 320 millions de dollars pour le développement économique et social et pour l'administration du Territoire au cours des cinq années suivantes. Si ce projet de budget était approuvé, cela représenterait plus de 3 500 dollars par habitant : nulle part ailleurs sans doute il ne devait exister une population de 90 000 habitants pour laquelle les dépenses fussent d'un niveau aussi élevé. Nul doute non plus que si cette somme était dépensée dans une région d'un millier de kilomètres carrés d'un seul tenant, les résultats seraient immédiats; malheureusement les difficultés inhérentes à la réalité géographique ne pouvaient être surmontées que partiellement par les moyens modernes de communications et de transports.

125. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, tout en se félicitant de la nouvelle augmentation envisagée par les Etats-Unis en ce qui concerne les subventions au Territoire et après avoir analysé les deux principaux indicateurs (recettes d'exportation et recettes locales) de la situation de l'économie micronésienne au cours des cinq années écoulées, a conclu que le Territoire semblait loin de pouvoir se suffire à lui-même, comme cela avait été le cas, même dans une faible mesure, cinq ans auparavant. En effet, alors que les dépenses avaient augmenté, il n'y avait pas eu d'augmentation correspondante des recettes d'exportation ni des recettes locales. On pouvait considérer que la viabilité économique de la Micronésie avait baissé.

126. Un fossé tendait à se creuser entre la superstructure et l'infrastructure économique. Pendant la période de cinq ans comprise entre 1961 et 1965, le chiffre des exportations avait augmenté de 48 p. 100, la moitié de cet accroissement s'étant produit en 1965. Si on étudiait la situation de plus près, on constatait que la production de coprah, qui était la plus importante source de recettes, avait légèrement baissé entre 1961 et 1965 et que ce que l'on pouvait prendre pour un accroissement de la production était en grande partie une augmentation des rentrées due à la hausse des prix du coprah - dont la production avait diminué - et à un accroissement sensible des recettes réalisées grâce à l'exportation de ferraille provenant de matériel mis au rebut après la deuxième guerre mondiale, qui représentait la deuxième grande source de devises. Etant donné que depuis 1961 il n'y

avait pas eu de nouvelles exportations vraiment importantes, l'augmentation des recettes d'exportation était moins encourageante qu'il ne paraissait à première vue. En 1961, les devises entrant en Micronésie sous forme de recettes d'exportation s'élevaient à 2 130 000 dollars, soit environ 28 p. 100 du budget administratif de la Micronésie, d'un montant de 7 430 000 dollars. En 1962, les recettes d'exportation représentaient environ 26 p. 100 des dépenses budgétaires. Entre 1963 et 1965, elles représentaient de 12 à 13 p. 100 de ces dépenses. En somme, alors que les dépenses gouvernementales n'avaient cessé d'augmenter, il n'y avait pas eu d'augmentation correspondante des recettes d'exportation.

127. Pour ce qui est des recettes locales, le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer qu'entre 1960 et 1965, on avait enregistré une augmentation globale de 60 p. 100, qui était due en partie à l'introduction de nouveaux impôts et de nouveaux barèmes fiscaux. Mais alors qu'en 1961 environ 17 p. 100 des dépenses d'administration avaient été financés à l'aide des recettes locales, en 1965, cette proportion était tombée à 8,7 p. 100. Sans compter les frais de construction et d'équipement de nouvelles écoles, les dépenses de fonctionnement du Département de l'enseignement à elles seules allaient dépasser de beaucoup toutes les recettes d'origine locale, dont celles résultant des nouveaux impôts qui avaient été introduits l'année précédente par le Congrès de la Micronésie. L'augmentation des dépenses gouvernementales, qui était nécessaire pour répondre aux aspirations de la population et satisfaire aux normes fixées par les Nations Unies, ne semblait pas s'accompagner d'une augmentation correspondante des recettes locales ni d'une augmentation sensible des recettes d'exportation. Aussi avait-il fallu pour faire face à l'accroissement des dépenses, augmenter sensiblement les subventions; en 1965, 91 p. 100 des dépenses avaient été financés à l'aide de ces subventions, contre 84 p. 100 cinq ans auparavant. Les dépenses gouvernementales continueraient d'être élevées au cours des cinq années à venir, et elles le seraient de façon spectaculaire si le programme quinquennal envisagé était approuvé.

128. Du fait de l'accroissement des dépenses et du déclin relatif de la viabilité économique de la Micronésie, le peuple micronésien, l'Autorité administrante et le Conseil de tutelle se trouvaient devant un dilemme. La population micronésienne et le Conseil de tutelle désiraient voir le Territoire pourvu de meilleurs services et installations dans tous les domaines; les Etats-Unis s'étaient engagés à y veiller. Etant donné l'exiguïté du Territoire, les maigres ressources qu'il

renfermait et l'éparpillement des îles dont il était formé, l'économie de la Micronésie devenait de plus en plus tributaire de l'aide extérieure, non seulement pour créer de nouveaux services mais aussi pour assurer l'entretien des services existants.

129. En citant les chiffres relatifs aux dépenses et aux recettes intérieures du Territoire, le représentant de la Nouvelle-Zélande ne voulait nullement dire qu'on ne devait fournir aux Micronésiens que des installations et des services de moindre qualité correspondant à leurs moyens. Mais il ne voulait pas dire non plus que le Conseil, dans la satisfaction que pouvait lui procurer l'augmentation de l'aide extérieure fournie au Territoire et dans son désir de voir la Micronésie dotée de services sociaux et d'installations scolaires toujours meilleurs, devait méconnaître totalement le fossé de plus en plus large qui se creusait entre la superstructure administrative du pays et son infrastructure économique.

130. Tout en comprenant les difficultés auxquelles le Congrès s'était heurté lors de sa première session, le représentant de la Nouvelle-Zélande était déçu d'apprendre par M. Nuuan, qui était membre du Congrès, que cet organe n'avait consacré que peu d'attention au budget. Or, par égard pour l'amour propre de la Micronésie elle-même, par considération pour le contribuable américain et par souci de préparer progressivement le Territoire à l'autonomie, il fallait, en stimulant le développement économique, en favorisant les investissements productifs, et en adaptant strictement les dépenses aux besoins des Micronésiens, assurer que dans l'avenir immédiat la contribution des îles aux dépenses gouvernementales ne tombât pas trop au-dessous du niveau minimum actuel. Le représentant de la Nouvelle-Zélande espérait qu'à longue échéance la contribution du Territoire augmenterait sensiblement.

131. Se référant aux observations formulées par le représentant de la Nouvelle-Zélande au sujet du développement économique du Territoire, la représentante de l'Autorité administrante a fait observer que l'amélioration des conditions de santé publique, le développement de l'enseignement et la réalisation préalable des aménagements de base - routes, ports, adduction d'eau, etc. - étaient indispensables pour faciliter le développement de l'économie du Territoire, susciter des initiatives individuelles et attirer les capitaux privés. Se référant aux observations judicieuses formulées par le représentant de la France au sujet de

l'abolition des barrières douanières afin de favoriser le commerce et le développement économique du Territoire, la représentante des Etats-Unis a déclaré que cette question était du ressort du Congrès des Etats-Unis. Une tentative avait déjà été faite pour obtenir les nouvelles mesures législatives nécessaires, et l'Administration examinerait la possibilité de soulever une fois de plus la question.

Agriculture et pêcheries

132. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que le Conseil de tutelle n'avait encore connaissance ni des propositions qui devaient être faites par l'équipe de consultants, ni des dispositions du programme quinquennal de développement économique. Jusqu'à présent, semblait-il, les programmes de l'Administration avaient insuffisamment mis l'accent sur les moyens propres à stimuler le développement économique et les dépenses relatives au développement de l'agriculture et des pêcheries, sur lesquelles l'économie micronésienne reposerait encore longtemps, ne représentaient que 4 p. 100 du budget de 1965. Peut-être le fait que les agents de vulgarisation agricole et les experts du développement des associations et coopératives de crédit ne devaient être envoyés dans le Territoire avant la deuxième phase du programme du Peace Corps était-il un signe de l'importance relativement faible que l'on accordait au développement agricole en tant que tel.

133. Parlant de l'économie du Territoire sous tutelle, qui avait fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du représentant de la Nouvelle-Zélande, la représentante du Libéria a déclaré qu'il fallait accorder la priorité au développement de l'agriculture et à la formation agricole.

134. Le représentant de la Chine était heureux de voir que la pêche commerciale avait été étendue des Palaos à d'autres districts; il a fait observer que le peuple micronésien pourrait tirer grand profit de la mise en valeur de ses ressources marines, encore pratiquement inexploitées.

Transports et communications

135. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que la vaste étendue d'océan et la faible superficie des terres dont se composait le Territoire ainsi que le chiffre peu élevé de sa population posaient un grave problème en matière de

transports, et qu'il fallait résoudre ce problème si l'on voulait que la Micronésie acquit une certaine unité et fût administrée efficacement. Peut-être le développement de l'industrie touristique, qui était encore à l'état embryonnaire, serait-il le stimulant nécessaire.

D. PROGRES SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Services médicaux et sanitaires

136. Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante indique que le programme de santé publique du Territoire sous tutelle a pour objet de maintenir et d'améliorer l'état de santé de la population et les conditions sanitaires, de diminuer la fréquence des maladies transmissibles et de les juguler, d'établir des normes en matière de pratiques et de soins médicaux et dentaires, d'encourager les études scientifiques dans le domaine de la santé et de surveiller et d'administrer tous les hôpitaux, sanatoriums, cliniques, dispensaires et autres établissements médicaux et dentaires du gouvernement. Aucun service médical n'existait en dehors de ceux que fournissait le gouvernement, mais les missions assuraient dans une certaine mesure le traitement et les soins de leur propre personnel. Au cours de l'année considérée, le Département de la santé publique a été intégré au Département de l'éducation et du développement communautaire et placé sous la direction du Commissaire adjoint aux services communautaires.

137. Au 30 juin 1965, on comptait au Département de la santé publique trois infirmières diplômées, deux médecins et le directeur et le directeur adjoint de la santé publique. Ce personnel fournit des services et donne des directives concernant l'exécution des programmes de santé. Chacun des six districts du Territoire sous tutelle a un service de la santé publique dont le directeur est un fonctionnaire micronésien. Au cours de l'année considérée, des médecins diplômés ont été affectés dans chaque district comme chefs du personnel médical micronésien. Au 30 juin 1965, on comptait trente médecins fonctionnaires micronésiens diplômés de l'Ecole de médecine de Suva (Fidji) ou d'un établissement équivalent. Il existe six hôpitaux de districts qui servent de centre d'exécution des programmes de services médicaux des districts. Trois d'entre eux ont été construits après 1961: ce sont les hôpitaux des îles Mariannes, des îles Marshall et du district des Palaos. De nouveaux établissements hospitaliers sont prévus pour les centres de district de Truk, de Fonapé et de Yap. Aux îles Marshall un centre de réadaptation de 60 lits vient d'être ouvert. En 1965, il y avait 469 lits disponibles, dont 172 pour des tuberculeux.

138. L'Autorité administrante a signalé que des accroissements sensibles des dépenses de santé publique (933 526 dollars pour l'exercice 1963, 1 400 199 pour 1964 et 1 871 832 pour 1965) avaient permis d'améliorer et de développer les services sanitaires. Un programme de vaccination avait été entrepris dans tout le Territoire pour immuniser tous les Micronésiens contre la poliomyélite, la variole, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la typhoïde et la paratyphoïde et augmenter leur résistance à la tuberculose. Il était achevé dans les districts des Mariannes et des Palaos mais se poursuivait dans les îles dispersées des districts de Yap, de Ponapé, de Truk et des îles Marshall. La tuberculose restait un problème majeur, mais on s'efforçait d'en minimiser les effets et de l'éliminer. Des dispositions avaient été prises pour assurer la formation de personnel sanitaire micronésien, mais le Territoire continuait à souffrir d'une grave pénurie de médecins et d'infirmières diplômées.

139. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait déclaré qu'à la suite d'augmentations importantes des dépenses de santé publique, les services médicaux et sanitaires avaient été améliorés et renforcés. Il a trouvé encourageant les progrès effectués dans les programmes de formation de personnel médical micronésien. Il a prié instamment l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles qui pourraient conduire à l'élimination de la tuberculose. Le Conseil a également appelé l'attention de l'Autorité administrante sur certaines observations et recommandations faites par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le représentant spécial de l'Autorité administrante, à la même session, a déclaré que ces observations seraient étudiées attentivement par son personnel.

140. Après avoir examiné une pétition à sa trente-deuxième session, le Conseil a décidé sans opposition d'inviter l'OMS à faire une enquête au sujet des plaintes déposées par onze membres du Département des services médicaux qui avaient déclaré notamment que l'Administration ne s'était pas acquittée comme elle aurait dû de son obligation de protéger la santé des habitants et que, contrairement au rapport de l'Autorité administrante les installations et le matériel hospitaliers étaient vieux et insuffisants. Sur l'invitation du Conseil, et conformément à l'article VIII de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'OMS, une équipe de quatre spécialistes s'est rendue du 2 au 18 novembre 1965 dans le Territoire pour y procéder à l'enquête nécessaire.

141. Dans son rapport (T/1647), l'équipe de l'OMS a souligné qu'elle s'en était tenue, dans son enquête, à un point de vue strictement technique, exclusif de toute attitude "judiciaire". En abordant son enquête, elle a recherché un critère qui permette d'apprécier valablement l'état des diverses institutions sanitaires du Territoire sous tutelle. Sa tâche s'était trouvée facilitée par la déclaration de politique générale dans laquelle feu le président John F. Kennedy affirmait que "les services de santé du Territoire sous tutelle devraient au moins répondre aux normes minimums considérées comme acceptables dans une collectivité américaine". L'équipe se rendait compte que cet objectif ne pouvait être atteint que par étapes. Tout en s'abstenant de formuler des recommandations explicites dans son rapport, elle a cru devoir indiquer, lorsque cela était possible, le sens dans lequel il conviendrait d'orienter les réformes des services médicaux et sanitaires.
142. Dans ses conclusions, l'équipe a observé que l'état des services de santé publique du Territoire était encore inférieur aux normes que l'Administration s'était elle-même fixées et que les insuffisances et les lacunes qui existaient dans le domaine des soins médicaux et de la médecine préventive justifiaient les plaintes selon lesquelles certaines affirmations contenues dans le seizième rapport annuel de l'Autorité administrante à l'Organisation des Nations Unies étaient inexactes ou de nature à créer des impressions trompeuses. Cependant l'équipe a estimé que des progrès réels avaient été accomplis récemment, des mesures actives étaient prises pour remédier à un grand nombre de ces lacunes et que les plans qu'on lui avait montrés, s'ils étaient menés à bien, "devraient améliorer la situation et autorisent l'équipe à penser que l'état de choses actuel ne constitue qu'une phase dans la progression du Territoire vers son objectif ultime".
143. A la trente-troisième session, la représentante de l'Autorité administrante a déclaré que le rapport de l'OMS était un document extrêmement constructif. Ses conclusions confirmaient l'opinion du Gouvernement des Etats-Unis selon laquelle il restait encore beaucoup à faire dans le domaine de la santé publique avant d'atteindre les normes fixées par le regretté président Kennedy. Le Gouvernement des Etats-Unis s'employait énergiquement à mettre en oeuvre un programme élargi d'amélioration de la santé publique dans le Territoire. Le représentant spécial a informé le Conseil qu'au cours de l'année considérée, le personnel du Département de la santé avait été renforcé par la nomination d'un directeur des services dentaires, d'un pharmacien principal, d'un ingénieur sanitaire et d'un technicien

du matériel médical. Un nouveau directeur du Département devait être nommé quelques semaines plus tard et il en résulterait vraisemblablement une amélioration rationnelle du programme sanitaire. Le représentant spécial a déclaré que le rapport de l'OMS avait été très utile pour dégager les problèmes et que ses conclusions et recommandations continueraient d'être étudiées avec la plus grande attention.

144. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil de tutelle félicite l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Autorité administrante de la bonne volonté dont elles ont fait preuve dans l'exécution de la décision prise par le Conseil à sa 1256ème séance, le 15 janvier 1965, l'OMS en envoyant un groupe d'experts médicaux chargés d'entreprendre une enquête sur les plaintes contenues dans la pétition T/PET.10/37, et l'Autorité en accueillant ce groupe. Le Conseil approuve le rapport sur la situation présente et passée des services de santé dans le Territoire sous tutelle (T/1647), établi avec compétence et objectivité et adopté à l'unanimité par les membres du groupe d'enquête; il espère que ce rapport très complet permettra non seulement de répondre aux questions soulevées par les pétitionnaires, mais encore qu'on s'en inspirera pour améliorer les services médicaux et sanitaires destinés à protéger la santé des habitants du Territoire sous tutelle.

Le Conseil se félicite de l'assurance donnée par le représentant spécial que toutes les conclusions et recommandations ont été examinées avec soin et continueront de l'être et appelle l'attention de l'Autorité administrante sur la suggestion du groupe d'experts médicaux tendant à la mise en oeuvre immédiate d'un plan systématique et à long terme en matière de santé publique, qui comporterait notamment les éléments ci-après :

- a) Le renforcement des dispositions administratives déjà prises pour accroître l'efficacité du personnel en assurant des communications directes et des rapports plus étroits entre le personnel médical au siège et le personnel des districts sur le plan professionnel, notamment dans les domaines de la planification et du financement des activités sanitaires des rapports sur ces activités et de leur contrôle général sanitaires;

- b) L'élargissement et l'accélération du programme de formation de Micronésiens de façon à remédier à la pénurie de médecins, d'infirmières et autre personnel médical qualifié;
- c) L'établissement d'un programme précis pour l'exécution du plan à long terme qui tiendrait compte des ressources disponibles en main-d'oeuvre qualifiée et en services administratifs de soutien;
- d) L'étude des possibilités d'ajuster le barème des traitements et d'améliorer les conditions de travail du personnel médical;
- e) L'amélioration du programme d'éradication de la tuberculose, principal problème sanitaire du Territoire sous tutelle;
- f) L'amélioration rapide des installations médicales et sanitaires et de l'assainissement et de l'entretien des hôpitaux et du matériel existants.

Condition de la femme

145. Selon le dernier rapport de l'Autorité administrante, la femme était dans le Territoire l'égale de l'homme en droit et pouvait exercer dans les mêmes conditions que lui des fonctions publiques et le droit de vote. Cependant la participation des femmes à la vie politique varie selon les îles. Dans le district des îles Marshall et dans celui des Palaos, des femmes ont été élues aux conseils et aux organes législatifs. Au cours de l'année considérée, une femme a été nommée à un poste vacant dans la législature du district des Palaos. L'Administration offre aux personnes des deux sexes les mêmes possibilités et les mêmes moyens d'éducation, de formation et d'orientation et les mêmes droits au travail. Quarante-neuf des 279 étudiants micronésiens fréquentant l'université sont des femmes.

146. Des programmes de formation spécialisés mettant en particulier l'accent sur la promotion de la femme dans le domaine éducatif et social ont été établis en collaboration avec l'East-West Center et la Commission du Pacifique sud. Plusieurs jeunes femmes du Territoire ont suivi, dans le cadre du programme de l'Institut d'échange technique de l'East-West Center, divers cours de formation spécialisés à Hawaii. Une Micronésienne a suivi un cours de formation d'un an (économie domestique aux fins du travail communautaire) organisé sous les auspices de la Commission du Pacifique sud et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Fidji au Centre de formation à l'éducation

communautaire pour le Pacifique sud. Une des dirigeantes du mouvement féminin du district de Ponapé a reçu une bourse des Nations Unies pour étudier les activités intéressant la femme dans plusieurs régions de l'Extrême-Orient et du Pacifique. C'est la première Micronésienne à recevoir une bourse de l'ONU. Une autre a été chargée d'encourager et de coordonner dans le Territoire les activités intéressant la femme dans le domaine du développement communautaire.

Habitation

147. Les types d'habitation sont extrêmement divers dans le Territoire. On trouve de plus en plus d'habitations du style occidental dans les centres urbains, mais dans les régions plus éloignées où l'on ne dispose pas des matériaux étrangers nécessaires, les maisons sont bâties selon les méthodes traditionnelles avec des matériaux locaux. Dans certains districts de nombreuses maisons ont été reconstruites avec des matériaux de construction récupérés après la guerre. Bien que chaque district ait un programme, officiel ou non, de construction de logements ou de zonage, il n'existe aucun texte législatif réglementant l'habitation dans le Territoire.

148. Un des principaux faits à signaler dans le domaine de l'habitation à bon marché et de la rénovation urbaine a été la création en 1964 de deux services du logement (Mariannes et île Ebeye) et de deux autres en 1965 (Truk et île d'Angaur, dans le district des Palaos). Au cours de l'année considérée, le Gouvernement du Territoire a transféré 50 acres de terres appartenant à l'Etat dans la région de Garapan (Saïpan) à la Direction de l'habitation des îles Mariannes (Mariana Islands Housing Authority) aux fins d'aménagement et de mise en oeuvre de projets de construction d'habitations à bon marché et de rénovation urbaine. Les coopératives du logement de Métalanim, dans le district de Ponapé, ont continué à construire des blocs d'habitation en béton à des prix raisonnables. On préparait dans le district de Yap un avant-projet de formation de coopératives de construction d'habitations à bon marché.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant
que leurs propres opinions

Services médicaux et sanitaires

149. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé, présentant le rapport de l'OMS (T/1647), a déclaré que l'équipe d'experts de l'OMS avait trouvé un concours sans réserve auprès du Haut Commissaire et de ses collaborateurs médicaux et politiques tant dans les districts qu'au siège, qu'en choisissant leurs méthodes de travail les experts n'avaient pas jugé indispensable de se rendre dans toutes les îles périphériques du Territoire ni d'inspecter en détail toutes les installations et l'équipement des établissements hospitaliers de ces îles, et que pour éviter tout malentendu sur l'esprit dans lequel le rapport avait été conçu, l'équipe avait souligné que leur enquête avait un caractère strictement technique et non judiciaire.

150. Le représentant de la France a exprimé les inquiétudes que causaient à sa délégation les conclusions du rapport de l'OMS, mais il a pris bonne note des assurances données par l'Autorité administrante de son intention de remédier aux insuffisances constatées dans ce rapport.

151. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, se référant au rapport de l'OMS, a déclaré que l'écart qui existait entre les déclarations des Etats-Unis et la situation véritable dans le Territoire sous tutelle était attesté par le fait qu'il n'y avait qu'un médecin pour 11 000 habitants. L'équipe de l'OMS avait constaté des insuffisances dans l'organisation des services de santé et un manque de coordination entre les services centraux et le personnel médical des districts. En outre, il n'existait pas de plan d'ensemble précis pour le développement des services de santé. La délégation soviétique approuvait donc la conclusion de l'OMS selon laquelle les dispositions en vigueur en ce qui concerne l'organisation de la santé publique dans le Territoire n'étaient pas satisfaisantes. Comme il ressortait du rapport de l'OMS, la lutte contre les maladies transmissibles était inefficace, la lutte contre la tuberculose se limitait au traitement des cas communs; le programme de vaccination contre des maladies comme la diphtérie, le typhus et la variole était également insuffisant, l'absence d'hygiène du milieu était la cause de désordres intestinaux graves tels que les dysenteries amibiennes et les ascaridioses, les installations sanitaires scolaires et l'équipement des hôpitaux n'étaient pas adéquats,

le niveau de formation du personnel médical était extrêmement bas et dans les districts périphériques ce personnel médical trop peu nombreux n'avait pas la formation nécessaire. En analysant les conclusions du rapport de l'OMS, il était donc impossible de ne pas reconnaître avec les experts que les services médicaux du Territoire n'étaient pas conformes aux normes généralement admises.

152. En ce qui concerne le rapport de l'OMS, le représentant de l'Australie a déclaré que les circonstances qui avaient amené l'élaboration de ce rapport étaient très inquiétantes mais que ce qui importait maintenant c'était la façon dont les problèmes posés seraient abordés. L'Autorité administrante ayant fixé clairement des normes sanitaires et décidé de fournir des fonds et du personnel supplémentaires, on pouvait s'attendre à une amélioration rapide non seulement des conditions qui avaient motivé l'enquête de l'OMS, mais d'un certain nombre d'insuffisances révélées par ladite enquête. Le représentant de l'Australie a estimé que les rapports entre le personnel médical du Centre administratif et celui des districts étaient un problème de centralisation et décentralisation aussi bien qu'un problème de spécialistes et de médecins de médecine générale, que le problème avait été circonscrit et que l'on s'efforçait maintenant de le résoudre. Le représentant de l'Australie a mentionné l'expérience acquise en Nouvelle-Guinée dans le domaine de la tuberculose, de la lèpre et de la santé mentale et il a dit que les médecins de Micronésie pourraient peut-être étudier avec profit l'expérience néo-guinéenne en matière de lutte contre la tuberculose. Il a également noté la conclusion de l'OMS selon laquelle "des progrès réels ont été accomplis récemment dans le Territoire et des mesures actives sont prises pour remédier à beaucoup des insuffisances qui ont été relevées". Enfin il a attiré particulièrement l'attention du Haut Commissaire sur le fait que l'OMS avait insisté dans son rapport sur la nécessité d'organiser de manière systématique un plan sanitaire à long terme qui comporterait un important programme de formation.

153. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré à propos du rapport de l'OMS, que la situation médicale dans le Territoire sous tutelle n'était pas sans parallèle dans maintes parties du monde sous-développé. Dans un certain nombre des pays Membres des Nations Unies, les conditions étaient sans aucun doute plus mauvaises encore. Comme le soulignait le rapport, cette situation n'avait pas été évaluée selon les critères du monde sous-développé mais d'après ceux de la communauté américaine. Ces facteurs mis à part, la situation exposée dans le

rapport était inquiétante, de même que le manque de précision avec lequel avait été rédigée la section relative à la santé d'un rapport annuel antérieur. A propos des recettes intérieures et du budget du Territoire, le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que les dépenses d'exploitation du Département de la santé publique en 1966 ne pourraient être couvertes par les ressources locales, même si la totalité des recettes de la Micronésie était consacrée à ce seul poste de dépenses. Si les deux tiers des recettes totales d'exportation de la Micronésie étaient consacrés à ces seules dépenses d'exploitation, le Département de la santé publique pourrait seulement maintenir les services médicaux à leur niveau actuel qui est tout à fait insuffisant. Il faudrait beaucoup plus que les recettes totales d'exportation de la Micronésie pour amener les services de santé au niveau suggéré dans le rapport de l'OMS.

154. Le représentant de la Chine a remercié l'OMS de l'enquête qu'elle avait effectuée et a été heureux d'entendre l'Autorité administrante dire qu'elle étudiait avec soin les recommandations formulées. Prenant note du dernier rapport du Représentant spécial sur les progrès réalisés dans le domaine de la santé publique, le représentant de la Chine s'est félicité des efforts déployés par l'Autorité administrante pour améliorer les services de santé publique en Micronésie conformément aux normes généralement acceptées.

155. La représentante du Libéria a rendu hommage à l'OMS pour son rapport sur la situation sanitaire dans le Territoire sous tutelle. Notant que l'Administration avait accepté les conclusions du rapport de l'OMS et s'était engagée à améliorer les conditions dans le Territoire, elle a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait des mesures immédiates pour remédier aux insuffisances des services sanitaires et médicaux du Territoire.

156. La représentante de l'Autorité administrante, commentant le rapport de l'OMS, a dit que sa délégation estimait que le rapport et les observations du représentant de l'OMS étaient rationnels et équitables et que son Gouvernement était parfaitement conscient de l'écart existant entre la situation réelle et les normes sanitaires qu'il avait lui-même fixées. Cela se traduisait par le fait que les dépenses de santé publique avaient quadruplé et étaient passées de 872 000 dollars en 1963 à 2 367 000 dollars pour l'exercice 1966. Des crédits d'environ 30 millions de dollars avaient été proposés pour les dépenses sanitaires de la

prochaine période quinquennale, en plus de l'envoi d'un deuxième groupe important de volontaires du Peace corps pour renforcer l'effectif médical.

157. Le représentant spécial a déclaré que le rapport de l'OMS était un document complet et constructif et que ses conclusions et recommandations étaient étudiées avec soin comme le montraient les renseignements fournis par l'Administration. Des mesures avaient été prises pour renforcer la qualité et l'organisation des services sanitaires, en particulier les relations entre les districts et le Centre administratif. La nécessité d'intensifier la formation de personnel médical avait été reconnue, ainsi que celle d'améliorer l'hygiène du milieu, les ressources en eau et le programme d'éducation sanitaire. Il y avait encore beaucoup à faire pour atteindre des normes élevées pour une population en voie d'expansion. Le rapport de l'OMS, qui reconnaissait que le but de l'Administration ne pouvait être atteint que progressivement, avait été très utile pour situer les problèmes importants.

Habitation

158. La représentante du Libéria a proposé que l'on examine la possibilité de construire des logements à loyer modéré, en particulier pour le personnel médical micronésien.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Généralités

159. Selon le dernier rapport de l'Autorité administrante (T/1652), le but recherché en matière d'enseignement par l'Administration du Territoire sous tutelle est l'institution d'un système d'enseignement public, gratuit et universel de l'école primaire aux classes supérieures du second degré et l'organisation de cours de formation professionnelle supérieure à l'intention des élèves capables de poursuivre des études de cet ordre. La politique de l'Administration du Territoire sous tutelle est de fournir des moyens d'instruction à tous les Micronésiens de manière qu'ils puissent utiliser leurs capacités au maximum. Un programme accéléré qui a d'abord porté sur l'enseignement primaire a été mis en route en 1963 pour répondre aux besoins du Territoire dans ce domaine et en est à sa troisième année d'application. Au titre du nouveau programme d'enseignement, l'Administration a pris entièrement à sa charge les traitements des instituteurs, les dépenses de construction et d'équipement des bâtiments scolaires et la fourniture de matériel scolaire et de livres de classe; l'enseignement est donné maintenant en anglais dans les écoles primaires.

160. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a félicité l'Autorité administrante des progrès réalisés dans l'application de l'institution récente de l'enseignement public gratuit et universel aux premier et deuxième degrés. Il a également réitéré sa recommandation antérieure visant à ce que l'on envisage de nouveau la création d'un établissement d'enseignement supérieur en Micronésie. Dans la déclaration de clôture qu'il a faite à la trente-deuxième session du Conseil, le représentant spécial a indiqué que la recommandation du Conseil relative à la création d'un établissement d'enseignement supérieur serait examinée plus avant. Toutefois, l'Administration était d'avis qu'en l'état actuel des choses il convenait de donner la priorité à l'enseignement primaire et secondaire et d'intensifier les efforts dans le domaine de la formation professionnelle. Il a estimé que le Collège de Guam, qui est un établissement d'enseignement supérieur reconnu était aussi accessible à la plupart des étudiants micronésiens que tout autre établissement universitaire qui pourrait être créé dans un des six districts du Territoire sous tutelle.

161. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil de tutelle juge encourageants les efforts résolus déployés par l'Autorité administrante pour mettre en oeuvre la nouvelle politique d'enseignement qui vise à assurer à tous les Micronésiens l'enseignement gratuit depuis l'école élémentaire jusqu'à la fin des études secondaires, avec une formation professionnelle avancée pour ceux qui peuvent tirer profit d'un enseignement plus poussé.

Enseignement primaire et secondaire

162. Dans le programme de développement accéléré, on a surtout mis l'accent sur la modernisation de l'enseignement primaire et secondaire, afin de donner à la jeunesse du Territoire une instruction répondant aux besoins du monde actuel. L'effectif scolaire total est passé de 20 813 élèves en juin 1963 à 23 795 en juin 1964 et 26 219 en juin 1965. Sur ce nombre, 21 960 élèves (20 123 en 1964) fréquentaient les écoles primaires (17 497 les 169 écoles publiques et 4 463 les 33 écoles privées). Sur les quelque 20 000 enfants âgés de 7 à 14 ans que comptait le Territoire, 19 985 (contre 17 327 en 1964) étaient scolarisés; ceux qui ne l'étaient pas habitaient des îles isolées appartenant aux districts de Truk, de Yap et des îles Marshall.

163. L'enseignement primaire est gratuit dans toutes les écoles publiques et obligatoire pour tous les enfants de 7 à 13 ans ou jusqu'à l'obtention de leur certificat d'études primaires. Conformément à la recommandation du Conseil de tutelle, l'âge d'entrée à l'école a été fixé à 6 ans dans le district des îles Mariannes, et on envisage de généraliser cette pratique dans tout le Territoire.

164. L'objectif du programme de construction d'écoles primaires était de construire 522 salles de classes nouvelles et 255 logements destinés à des maîtres américains avant la fin de 1965, et d'aménager de nouvelles salles dans chaque école primaire publique du Territoire. Le représentant spécial a déclaré au Conseil de tutelle, à sa trente-troisième session, que les dépenses de fonctionnement du Département de l'éducation, non compris les constructions scolaires, étaient passées de 963 272 dollars pour l'exercice 1963 à quelque 3 765 000 dollars en 1966. Au cours de l'année considérée, à savoir l'exercice 1965, environ 3 500 000 dollars ont été consacrés aux programmes d'enseignement, et 1 100 000 dollars environ à la

construction de locaux pour l'enseignement élémentaire et secondaire et de dortoirs; 213 salles de classe nouvelles ont été aménagées dans des écoles élémentaires et 16 dans des écoles secondaires; 142 instituteurs américains enseignaient dans des écoles élémentaires locales, contre 123 au cours de l'année précédente. Le United States Elementary and Secondary School Act de 1965 a été rendu applicable au Territoire, ce qui revêt une très grande importance pour le programme d'enseignement du Territoire, car à ce titre 40 instituteurs nouveaux viendront s'ajouter au personnel local à l'automne 1966, toutes les dépenses afférentes à cet enseignement étant couvertes par les dispositions de la nouvelle loi.

165. Pendant l'année considérée, on a atteint le but fixé, qui était d'avoir dans chaque district un établissement complet du second degré (premier et deuxième cycles : septième à douzième année), et deux établissements de sous-district du deuxième cycle (jusqu'à la dixième année) fonctionnaient dans les îles périphériques de Kusaie et Ulithi. Sept établissements secondaires du deuxième cycle (un à Truk, un à Saïpan, deux à Ponapé, et trois aux Palaos) sont dirigés par des missions religieuses établies dans le Territoire sous tutelle. Les établissements secondaires publics du premier et du deuxième cycles sont généralement des internats gratuits. La création de nouveaux établissements offrant l'enseignement des deux cycles secondaires a nécessité la construction de nouvelles salles de classe, de dortoirs et d'autres installations. Des travaux à cette fin ont été entrepris ou vont l'être dans tous les districts pendant l'année considérée. Dans l'intervalle, on a recruté des professeurs américains qualifiés, portant ainsi à 72 le nombre de ceux qui enseignent dans les écoles secondaires publiques.

166. L'effectif total des établissements secondaires du premier et du deuxième cycles est passé de 3 672 élèves en juin 1964 à 4 259 en juin 1965. Sur ce dernier nombre, 2 984 fréquentaient des établissements publics et 1 275 des établissements privés. Pendant l'année considérée, 161 élèves des écoles publiques secondaires et 59 des écoles de missions ont obtenu leur diplôme de fin d'études. En outre, un grand nombre de Micronésiens fréquentaient des écoles secondaires à Guam et à Hawaii.

Enseignement supérieur

167. Il n'existe pas d'établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire, mais l'Administration prête son concours à un vaste programme de bourses d'études supérieures hors du Territoire. Le nombre d'étudiants micronésiens titulaires de bourses accordées par l'Administration et fréquentant des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger a augmenté sensiblement, passant de 56 en 1961 à 171 à la fin de 1965. Quarante-trois d'entre eux recevaient une formation prémédicale et paramédicale.

168. Au 30 juin 1965, 142 boursiers de l'Administration faisaient des études en dehors du Territoire. De plus, 137 autres étudiants micronésiens fréquentaient des universités à leurs propres frais ou bénéficiaient de bourses d'études complètes ou partielles. Sur un total de 279 étudiants poursuivant des études universitaires, 121 étaient inscrits au College de Guam, 43 dans différents collèges universitaires d'Hawaii, 46 aux Philippines, 13 aux îles Fidji, 50 aux Etats-Unis, 3 au Samoa-Occidental, 2 au Canada et 1 au Japon. Pendant l'année considérée, l'Administration a commencé à accorder des bourses partielles à des étudiants méritants du Territoire envoyés au College de Guam sous les auspices d'organismes privés. Une soixantaine d'étudiants ont profité de cette aide. A la fin de l'année considérée, 29 Micronésiens avaient reçu des bourses de perfectionnement des Nations Unies et recevaient une formation professionnelle dans différents pays.

169. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, lors de sa trente-troisième session, qu'au cours de l'exercice 1966, 197 étudiants de collèges avaient bénéficié de bourses de l'Administration et que l'année suivante l'Administration accorderait 264 bourses : 38 dans le domaine de la santé publique, 128 pour diverses spécialités et 100 bourses partielles pour des études d'ordre général. Il a déclaré en outre que l'Administration du Territoire avait pour politique d'offrir des bourses dans tous les principaux domaines d'études, afin de répondre aux besoins du Territoire en matière d'enseignement, besoins qui étaient actuellement à l'étude, et que des résultats plus complets seraient communiqués au Conseil à sa prochaine session.

170. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, notant l'augmentation constante du nombre d'élèves inscrits dans les écoles secondaires et du nombre d'étudiants micronésiens qui fréquentent des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger et le vif désir des Micronésiens de voir se créer prochainement un établissement d'enseignement supérieur (junior college) sur le Territoire, ainsi qu'il ressort de la résolution No 1-17 adoptée le 23 juillet 1965 par le Congrès de Micronésie, réitère les recommandations qu'il a faites à ses deux dernières sessions tendant à ce que l'on examine à nouveau la possibilité de créer un tel établissement en Micronésie. Comme le Territoire sous tutelle a fait, sur le plan constitutionnel, un grand pas en avant dans la voie de l'autonomie par la création du Congrès de Micronésie, le Conseil est plus convaincu que jamais de la nécessité toujours plus urgente pour le développement futur du pays de former des Micronésiens ayant une instruction supérieure; il est persuadé aussi que l'établissement d'un college dans le Territoire permettrait de préparer plus rapidement des Micronésiens à assumer des fonctions supérieures et contribuerait en même temps à promouvoir encore le sentiment d'unité et la prise de conscience nationale en Micronésie. Le Conseil prend acte du fait que l'Administration prépare actuellement un rapport préliminaire sur le coût d'une telle entreprise, rapport qui sera soumis au Congrès de Micronésie à sa prochaine session.

Formation pédagogique et éducation des adultes

171. Le Centre de formation pédagogique micronésien de Ponapé, qui fonctionne en vertu d'arrangements contractuels conclus avec l'Université d'Hawaii, dispense à la fois un enseignement secondaire et une formation pédagogique spécialisée, et vise spécialement à relever le niveau des maîtres qui n'ont reçu qu'une formation partielle. Pendant ces trois dernières années, le Centre, qui est installé à l'Ecole centrale des îles du Pacifique, à Ponapé, a formé 133 maîtres. On prévoyait l'inscription de 45 étudiants pour l'année scolaire commençant en septembre 1965.

172. Il n'existe pas d'établissement officiel pour l'éducation des adultes dans le Territoire. Cependant, le programme d'enseignement du Territoire offre des

possibilités de plus en plus grandes dans ce domaine. En collaboration avec le Département de l'éducation, le Bureau du développement communautaire participe à l'organisation de programmes d'instruction des adultes. Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle, à sa trente-deuxième session, que le nombre de cours spéciaux de formation ou d'entretien de brève durée a beaucoup augmenté. Sous les auspices de l'Institute for Technical Interchange, plus de 150 hommes et femmes ont suivi des cours d'entretien ou des cours de formation spécialisée à l'East-West Center d'Hawaii ou dans le Territoire. Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante a déclaré que, pendant l'année considérée, le directeur de l'éducation des adultes a fixé les principes régissant un programme d'éducation des adultes étendu à tout le Territoire, qu'un cycle d'études sur l'éducation des adultes, auquel ont participé des représentants de tous les districts sauf celui de Ponapé, a eu lieu à Saipan et qu'au titre des programmes d'éducation des adultes entrepris dans les districts des cours de formation portant sur des sujets divers ont été organisés tant pour les hommes que pour les femmes.

173. Les stations de radiodiffusion sont également utilisées dans un but éducatif. Les inspecteurs de l'éducation des adultes, au siège central de l'Administration et dans les districts, travaillent en étroite collaboration avec les directeurs des stations de radiodiffusion des districts en vue de la mise au point de programmes d'enseignement radiodiffusés.

Diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies

174. La Journée des Nations Unies est une fête officielle célébrée avec faste dans le Territoire sous tutelle; le drapeau des Nations Unies flotte au vu de tous sur les bâtiments publics de tous les districts. Le Service de l'information de l'ONU et les institutions spécialisées telles l'OMS et l'UNESCO, fournissent gratuitement des brochures, des enregistrements sur bande et de la documentation diverse sur des sujets variés touchant à l'éducation, à la santé publique et au développement communautaire. D'après le dernier rapport de l'Autorité administrante, ces publications sont diffusées dans tout le Territoire. En particulier, la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des renseignements relatifs au Conseil de tutelle et autres publications pertinentes des Nations Unies sont largement diffusés, en anglais et dans les langues locales, dans tout le Territoire.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant
que leurs propres opinions

Généralités

175. Le représentant du Royaume-Uni a pris note de l'augmentation des dépenses consacrées à l'enseignement, et a déclaré que sa délégation était convaincue que l'enseignement, qu'il soit général ou technique, était l'une des plus lourdes responsabilités de l'Autorité administrante; sans lui, il était difficile de créer une infrastructure gouvernementale, administrative et industrielle efficace.

176. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer, à propos de l'organisation de l'enseignement public dans le Territoire sous tutelle, que la population autochtone était vivement désireuse de s'instruire, ce qui était à l'origine de la construction récente d'un certain nombre d'écoles financées au moyen de fonds locaux, et que le nombre de ces écoles autochtones dépassait de loin celui des écoles construites avec les fonds fournis par l'Autorité administrante.

177. Le représentant de la Chine a fait part de la satisfaction de sa délégation à l'égard de la nouvelle politique en matière d'enseignement qui avait été mise en oeuvre avec tant d'énergie dans le Territoire sous tutelle. Il était convaincu que l'arrivée imminente du premier, et du plus important, groupe de volontaires du Peace Corps allait sans aucun doute donner un élan nouveau au développement de l'enseignement. S'agissant de l'enseignement primaire, il espérait que le Congrès de la Micronésie envisagerait sérieusement la possibilité d'abaisser l'âge de la scolarité obligatoire à six ans dans tout le Territoire.

178. Le représentant de l'Australie a signalé que les nouvelles méthodes dynamiques appliquées à l'enseignement dans le Territoire sous tutelle ne se traduisaient pas uniquement par l'ouverture de généreux crédits supplémentaires, mais également par l'adoption de dispositions ingénieuses et stimulantes pour utiliser les volontaires du Peace Corps dans le domaine de l'enseignement.

179. Le représentant spécial a déclaré, au sujet de la recommandation visant à abaisser à six ans l'âge de la scolarité obligatoire pour les enfants dans l'ensemble du Territoire, que l'Administration approuvait en principe une telle mesure.

Enseignement supérieur

180. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé l'importance de l'enseignement professionnel, et a exprimé l'espoir que les mesures concernant l'enseignement dans le Territoire sous tutelle décrites par le représentant spécial permettraient d'augmenter sensiblement dans un avenir assez proche le nombre de Micronésiens susceptibles de recevoir une formation professionnelle. Notant que seuls quelque 40 étudiants micronésiens possédaient des diplômes universitaires complets, le représentant du Royaume-Uni s'est félicité de l'assurance donnée par le Haut Commissaire selon laquelle la politique actuelle prévoyait le maintien du programme de bourses universitaires. En ce qui concernait les mérites respectifs de l'enseignement supérieur dans le Territoire et à l'étranger, le représentant du Royaume-Uni a exprimé l'espoir que, jusqu'à ce qu'une formation supérieure puisse être dispensée dans le Territoire, un nombre croissant d'étudiants qualifiés aurait la possibilité de poursuivre des études supérieures dans d'autres établissements.

181. Le représentant de la Chine a estimé qu'en ouvrant un établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire sous tutelle, de préférence dans la future capitale, on pourrait rassembler les jeunes gens doués de toute la Micronésie et créer ainsi un puissant courant d'unification qui renforcerait la prise de conscience nationale et le sentiment d'unité de la Micronésie. Il a indiqué que sa délégation estimait elle aussi que l'Autorité administrante devrait réexaminer cette question avec le Congrès de la Micronésie à la lumière des opinions contenues dans le rapport de la Mission de visite de 1964.

182. La représentante du Libéria a rappelé que le rapport de la Mission de visite de 1964 signalait qu'il existait en Micronésie un désir généralisé de voir créer un établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire, et elle a indiqué que sa délégation était d'accord avec la déclaration du Haut Commissaire selon laquelle un collège universitaire complet serait établi en temps voulu dans le Territoire.

183. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'attitude peu constructive de l'Autorité administrante envers la formation des experts nécessaires était d'autant plus inadmissible que cette dernière refusait systématiquement de permettre aux habitants du Territoire sous tutelle d'utiliser les bourses d'études et les bourses de perfectionnement offertes par des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris des membres du Conseil de tutelle.

184. Le représentant de l'Australie a déclaré à nouveau que sa délégation ne pensait pas que l'absence d'établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire sous tutelle puisse retarder, du moins dans l'avenir immédiat, la scolarisation de la population. Il y avait un collège universitaire d'un niveau élevé dans le territoire voisin de Guam. Les Micronésiens pouvaient également se rendre dans des établissements semblables à Hawaii et aux Etats-Unis. Sa délégation continuait à croire que dans les circonstances actuelles il était préférable de concentrer les efforts sur l'enseignement primaire et secondaire, en appliquant les méthodes actuelles de développement de plus en plus dynamiques.

185. Le représentant spécial a assuré les membres du Conseil qui s'étaient tout particulièrement intéressés à la création d'un établissement d'enseignement supérieur, que l'Administration n'était pas opposée en principe à une telle mesure. Par une résolution commune No 1-17, le Congrès de la Micronésie avait également marqué son intérêt pour la création éventuelle d'un établissement d'enseignement supérieur; le Département de l'éducation préparait un rapport préliminaire sur les coûts estimatifs qui serait présenté au Congrès au cours de sa prochaine session. L'Administration étudierait avec le plus grand soin ce projet qui exigerait une analyse détaillée pour ce qui est des priorités relatives.

Education des adultes

186. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré, eu égard à la nécessité de développer l'enseignement professionnel et l'éducation des adultes, que, si l'avenir dépendait des enfants micronésiens, le présent dépendait des parents et que le problème de la formation professionnelle et technique des adultes présentait un intérêt direct pour le développement économique, social et politique actuel du Territoire.

F. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES
POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

187. A sa trente-deuxième session, le Conseil de tutelle a réaffirmé le droit inaliénable de la population du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique à l'autodétermination (ce qui comprend le droit à l'indépendance), conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [Résolution 1514 (XV)]. Il a exprimé de nouveau l'espoir que le Congrès de la Micronésie récemment créé accordera son attention au statut futur du Territoire. Le Conseil a réaffirmé également sa conviction qu'une lourde responsabilité incombe à l'Autorité administrante, à savoir celle de tenir la population de la Micronésie avertie de toutes les possibilités qui s'offrent à elle, y compris des formes d'autonomie et d'indépendance complète, et de faire en sorte que toutes ces possibilités restent ouvertes.

188. Le Conseil a demandé instamment à l'Autorité administrante, en consultation avec le Congrès de la Micronésie et compte tenu de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale, de mettre en oeuvre des plans et des programmes réalistes inspirés par la nécessité d'assurer d'urgence le progrès rapide et méthodique du Territoire dans tous les aspects de sa vie politique.

189. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que sa délégation appuyait l'alinéa b) de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies, en vertu duquel les Etats-Unis étaient tenus de favoriser l'évolution progressive du Territoire vers la capacité à s'administrer lui-même ou l'indépendance, compte tenu des aspirations librement exprimées de sa population, et que les Etats-Unis considéraient que les dispositions essentielles de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux étaient applicables à ce Territoire. La création du Congrès de la Micronésie correspondait à la date de 1965 qui avait été fixée pour l'établissement d'un organe législatif et constituait un pas important vers l'autonomie ou l'indépendance.

190. A sa trente-troisième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil de tutelle prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle tant l'Autorité administrante que l'Administration territoriale favorisent activement l'évolution politique des Micronésiens vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, conformément à l'alinéa b) de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies et à l'article 6 de l'Accord de tutelle, et selon laquelle le transfert du pouvoir législatif du Haut Commissaire au Congrès de Micronésie a été un pas décisif vers l'objectif final du régime international de tutelle. Comme il appartient maintenant au peuple micronésien et à ses représentants d'apprécier les éléments d'après lesquels ils devront décider de leur avenir et d'examiner quand et comment ils souhaitent exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination, le Conseil est particulièrement encouragé d'apprendre que le nouveau Haut Commissaire a exprimé l'espoir de voir, au cours de son mandat, le peuple micronésien exercer son droit à l'autodétermination.

Le Conseil, réaffirmant le droit inaliénable du peuple de Micronésie à l'autodétermination, y compris son droit à l'indépendance, invite l'Autorité administrante, après consultation avec le Congrès de Micronésie et conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Accord de tutelle et aux résolutions de l'Assemblée générale 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960, à prendre de nouvelles mesures pour pouvoir fixer la date à laquelle le peuple du Territoire pourra exercer son droit à l'autodétermination.

Observations des membres du Conseil de tutelle ne représentant
que leurs propres opinions

191. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que les territoires sous tutelle étaient encore très loin de l'autonomie ou de l'indépendance et que le rythme des progrès réalisés vers ces objectifs était beaucoup plus lent que celui prévu dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le régime de tutelle ne favorisait pas toujours le progrès politique, économique et social des populations autochtones des territoires, comme le demandait l'Article 76 de la Charte. Les organes législatifs

créés dans les territoires placés sous la tutelle des Etats-Unis et de l'Australie en raison des pressions exercées par l'opinion locale et mondiale n'avaient pas encore assez de pouvoirs. Dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, tous les pouvoirs demeuraient entre les mains du Haut Commissaire et l'Autorité administrante n'avait pas encore fixé de date précise pour l'indépendance. La situation était la même dans le Territoire de Nouvelle-Guinée et du Papua où un nombre considérable de sièges de la Chambre d'assemblée étaient réservés à des citoyens australiens. De même, les autorités administrantes ne faisaient pas suffisamment d'efforts pour rendre les territoires économiquement indépendants. Il ressortait clairement de leurs rapports que les économies des territoires étaient largement subordonnées aux intérêts de monopoles étrangers qui exploitaient leurs ressources humaines et naturelles. Il existait également de nombreuses insuffisances dans les domaines de l'enseignement et de la santé publique, notamment dans les îles du Pacifique et en Nouvelle-Guinée. Se référant à la résolution 2105 (XX) de l'Assemblée générale qui invitait instamment les autorités administrantes à s'abstenir d'établir des bases militaires dans les territoires sous leur dépendance, le représentant soviétique a déclaré que les autorités administrantes ne respectaient pas strictement cette recommandation de l'Assemblée générale. Les rapports des autorités administrantes pour l'année écoulée indiquaient en outre qu'elles n'étaient pas disposées à fixer de dates précises pour l'indépendance. Selon la délégation soviétique, le Conseil devrait prier instamment les autorités administrantes de se conformer strictement aux résolutions des Nations Unies concernant directement l'octroi de l'autonomie ou de l'indépendance aux territoires sous tutelle intéressés.

192. La représentante de l'Autorité administrante, exerçant son droit de réponse, a déclaré que le Haut Commissaire ne disposait que de pouvoirs très limités en ce qui concernait les lois adoptées par le Congrès de Micronésie, que même le droit de veto limité dont il dispose au sujet de certains projets de loi pouvait faire l'objet d'un appel, et que le nouveau Haut Commissaire avait exprimé l'espoir de voir la population micronésienne exercer son droit à l'autodétermination pendant son mandat. Cela tendait à prouver que l'Autorité administrante étudiait

véritablement la question de façon approfondie. Deuxièmement il n'y avait aucun intérêt économique étranger dans le Territoire. Troisièmement, en ce qui concernait la question des bases militaires, la représentante des Etats-Unis a déclaré que le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique avait été classé zone stratégique par un accord avec le Conseil de sécurité, dont l'Union soviétique faisait partie. Conformément à l'article 5 de l'Accord de tutelle approuvé en 1947 par le Conseil de sécurité, les Etats-Unis avaient le droit de construire les installations qu'ils jugeaient nécessaires pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

